

ECRIT PERIODIQUE

Autorisation de fermeture
1000 Bruxelles 1
1-1/340

Imprimé à taxe réduite

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1000 BRUXELLES 1
1/1836

BUREAU DE DEPOT
BRUXELLES I

Echos du COTA

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU COTA asbl



*Radios communautaires
et ONG*

N° 95

Juin 2002



Le cota appartient
au groupement IDEES

COLLECTIF D'ECHANGES POUR LA
TECHNOLOGIE APPROPRIEE asbl

issn 0773-5510

COTA asbl

ECHOS DU COTA est le trimestriel d'information du Collectif d'Echanges pour la Technologie Appropriée. Il suggère et analyse des alternatives technologiques et des savoir-faire pour susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer des débats, influencer des projets de développement.

Le COTA est une organisation non-gouvernementale de coopération au développement de service et d'éducation spécialisée dans les **technologies et les méthodologies du développement**, en particulier dans les domaines du développement participatif et de la coopération décentralisée.

Le COTA est reconnu par la Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCI).

Le COTA est un outil offrant un ensemble de services d'appui technique et théorique (consultance, suivi, évaluation, etc.) à tout qui manifeste un intérêt pour le développement et les relations Nord/Sud ; une interface réflexive et évolutive qui étudie, informe et documente sur les méthodologies et les pratiques du développement.

Le COTA est membre du consortium IDEaS, d'ACODEV et du CNCD.

L'Assemblée Générale du COTA est composée de représentants d'ONG belges, d'experts indépendants ainsi que de représentants des milieux académiques belges.

L'équipe du COTA

Secrétaire Général
Colette Achery

Service Technique

Didier Beaufort, Stéphane Boulc'h, Guy Cloes,
Etienne Coyette, Sandra Descroix, Marc Totté

Centre de Documentation

Catherine Sluse, Frédéric Piron

Secrétariat

Rose Martinez, Zohra Achetouan

Abonnement ECHOS DU COTA

7,44 Euro
(1 an, soit 4 numéros)

Dexia

068-2127048-59

Pour le paiement à l'étranger, ne pas envoyer de chèque, mais utiliser le mandat postal international ou le virement du compte à compte (frais à votre charge).

COTA asbl

Collectif d'échanges pour la Technologie Appropriée
rue de la Révolution, 7

B-1000 Bruxelles, Belgique

Tél. 32-(0)2/218.18.96

Fax. 32-(0)2/233.14.95

Email : info@cota.be

Site Web : <http://www.cota.be>



Editorial

Fréquences moyennes et idées courtes ?

Malgré l'ampleur de leur expansion dans certaines régions d'Afrique, l'intégration des radios communautaires dans les projets d'ONG et autres programmes d'appui est souvent encore insuffisante aujourd'hui.

Bien sûr l'appui aux médias africains s'est accru ces dix dernières années et les radios, qu'elles soient publiques, privées ou communautaires, sont parfois mises à contribution, mais leur rôle apparaît comme accessoire.

Peu d'ONG entreprennent de se coordonner avec les radios en place et rares sont celles qui prennent la peine de se demander quel pourrait être leurs apports mutuels. De nombreux responsables de stations déplorent le fait que les radios ne soient mises à contribution que pour mettre en valeur les activités conçues par les ONG ou pour divulguer des messages sans que les agents de ces radios aient été préalablement consultés, sans que ne soient budgétisés à leur juste valeur les frais de reportage, de production ou de diffusion. Certaines ONG semblent ne pas vouloir admettre que la collaboration avec les radios de proximité ait un coût réel et que celui-ci ne peut pas systématiquement être fixé au rabais.

D'après nos observations, bon nombre d'autres acteurs de développement semblent persister à cantonner l'intégration du média à la diffusion d'informations et de messages ou à la vulgarisation. Outre que cela révèle une conception limitée de la communication, c'est surtout une flagrante méconnaissance du potentiel et de l'impact des radios de proximité qui transparaît ici. Non seulement elles agrémentent la vie quotidienne des populations et éduquent les gens sur les médias eux-mêmes (en leur apprenant à mieux apprécier la valeur des informations qui leur sont données, en permettant à certaines personnes de participer à la production d'émissions, en les sensibilisant aux potentiels des médias communautaires, tout en offrant les moyens de mieux en appréhender les limites et les besoins), mais elles sont aussi des instruments de dialogue, de médiation, d'étude du milieu, de consultation, de mobilisation, autant de fonctions propres à renforcer les capacités opérationnelles des ONG sur le terrain et à accompagner un véritable processus de participation. Les stations communautaires opèrent souvent dans des conditions très précaires, avec du matériel et des ressources plus que rudimentaires. Pour reprendre l'expression d'André Tudesq, "bien qu'étant les médias les mieux enracinés dans la réalité spatiale et temporelle de l'Afrique, ce sont aussi les plus fragiles, les moins professionnels et donc les plus instables. S'ils doivent conserver leur identité et leur responsabilité, ils ont aussi besoin de la coopération d'organisations nationales et internationales". En contournant les dangers d'une prise en charge trop complète, une meilleure intégration dans les stratégies des ONG serait bénéfique à ces radios tant d'un point de vue statutaire que financier ; cela leur permettrait de mieux remplir leur vocation communautaire.

1 André-Jean Tudesq, L'Afrique parle, l'Afrique écoute. Les radios en Afrique subsahariennes, Paris, 2002.

Sommaire

ONG et radios communautaires en Afrique. Sur la même longueur d'onde? (Stéphane Boulc'h)	3	La radio rurale. Un outil d'enquête sociale (Jean-Pierre Ilboudo)	13
La radio communautaire : d'un instrument de sensibilisation, de vulgarisation agricole à un instrument de dialogue et de concertation en Afrique (Jacques Philippe Da Matha)	7	Chronique de livres	17
		Formations Evénements	22
		On nous informe	26
Les nouveaux maîtres de la parole (Tidiane Kasse)	11	Offres d'emploi	29

ONG et radios communautaires en Afrique. Sur la même longueur d'onde ?

Stéphane Boul c'h*

De nombreuses ONG et bailleurs méconnaissent les potentiels offerts par les radios communautaires ou bien ils s'en défient. Quant aux responsables de ces radios sont-ils tous pleinement conscients des bénéfices qu'ils peuvent tirer de la présence d'ONG dans leur zone d'émission pour mener à bien leur mission communautaire ?

Il est difficile de préconiser d'emblée un partenariat plus régulier et étroit entre radio et ONG sans avoir préalablement pris soin d'énumérer les multiples fonctions qui peuvent être attachées à une radio communautaire, ni sans avoir non plus passé en revue les contraintes et les nombreux préalables à la bonne marche d'un tel outil. Encore faudrait-il également fournir aux lecteurs des références et des éléments d'analyse susceptibles de l'amener à prendre en compte les divers aspects communicationnels contenus dans les projets de développement, en particulier lorsque leurs promoteurs aspirent à une participation accrue des bénéficiaires à toutes ou parties des étapes du cycle d'un projet.

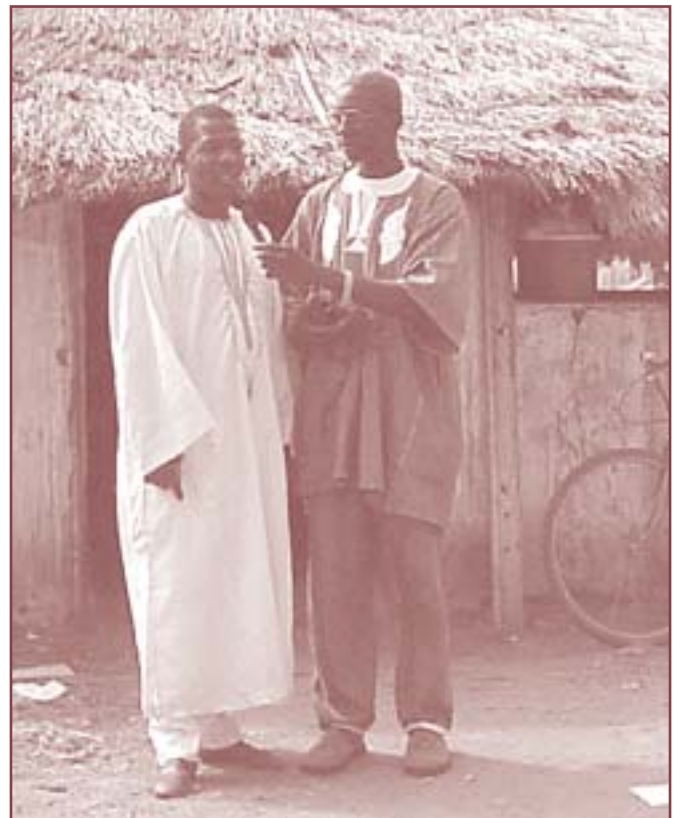
Les Echos ne nous offrent pas l'espace suffisant pour nous étendre comme il le faudrait sur les nombreuses facettes liées à la problématique de la communication pour le développement. Une publication prévue pour décembre prochain dans le prolongement de ce numéro sur les radios communautaires et les ONG nous en fournira l'occasion.

Pour l'heure, si les articles qui suivent s'emploient à démontrer l'intérêt de certaines applications possibles de la radio, notre propos ici sera de plaider en faveur d'une approche intégrée et coordonnée de la communication communautaire.

DES INVESTISSEMENTS LIMITÉS

Il serait abusif de prétendre que les ONG se désintéressent des médias africains et en particulier des médias à vocation communautaire. Nombreux sont les appuis accordés à ces derniers dans le cadre d'interventions publiques, bi et multilatérales ou encore à l'initiative de fondations, d'associations privées, politiques ou confessionnelles, sous forme de financements, de fourniture de matériel, d'assistance technique, de formation, etc.¹

Quels que soient les divers mobiles politiques, religieux, socio-économiques ou culturels qui motivent ces aides, les objectifs exprimés par exemple à l'implantation d'une radio communautaire sont souvent multiples. L'attrait de la radio consiste juste-



Oulia (Mali) (Photo : COTA)

* COTA. Cet article est surtout le reflet des constats que nous avons fait ou que des partenaires nous ont rapportés sur le terrain. En aucun cas, il ne peut être considéré à ce stade de nos connaissances comme un texte totalement exhaustif. Il est plutôt un encouragement à la réflexion et au débat.

1 Consulter l'ouvrage dirigé par Daniel Fra, "Appui aux médias africains. Les politiques des bailleurs de fonds", le Gret, Paris, 2000.

ment en ce qu'elle permet l'installation d'un système de communication à la confluence des multiples besoins d'une zone géographique déterminée ou d'une communauté. Les enjeux sont à ce point nombreux et interdépendants qu'il est parfois difficile de les identifier clairement. Pourtant, si les anecdotes se multiplient pour attester de l'intérêt du média, les analyses disponibles quant à elles ne dépassent que rarement le seuil des généralités. On entretient abusivement l'impression que l'implantation d'une radio, la mise à disposition et la multiplication de moyens de communication dans certaines régions qui en manquent, pour autant qu'ils sont bien gérés, engendreront inmanquablement des espaces démocratiques d'information, d'expression et de débats, permettront de catalyser et de coordonner la mobilisation sociale autour de problèmes de développement, de faciliter la collecte des savoirs locaux (ex : en matière de gestion des ressources naturelles), d'appuyer l'appropriation de certaines techniques ou méthodologies agricoles, sanitaires, financières ou autres (autant pour la population que pour les collectivités et organisations porteuses de projet), de désenclaver des régions isolées, d'assurer la cohésion sociale, politique, économique ou culturelle au sein d'une communauté, etc. La création du média apparaît souvent comme un objectif en soi pour de nombreux promoteurs de projets ou bailleurs qui parfois confondent finalités et moyens. Passé, le stade des formations, de l'accompagnement technique, institutionnel et financier, rares sont ceux qui se préoccupent de déterminer précisément par quelles applications concrètes, ce média contribuera au développement local ou à quels besoins précis des autres projets de développement existant dans la région, il parviendra à répondre. Il n'est pas rare que l'appui qui lui est accordé soit circonscrit aux matières "journalistiques" (quand ils ne sont pas carrément calqués sur des modèles des médias classiques). Certaines conceptions de la communication et du travail journalistique seront privilégiées au détriment des autres. Ainsi, un directeur de radio rencontré à Bamako déplore-t-il la formation insuffisante des animateurs de radios communautaires, familiarisés avec les techniques journalistiques de base mais absolument étrangers à toute autre forme d'outil d'animation communautaire. Au contraire, au Sud du Sénégal, les animateurs d'une ONG qui ont l'opportunité de mettre à profit un matériel de production sonore de haute qualité (avec l'appui de techniciens compétents) ne savent pas du tout quoi en faire, faute d'avoir reçu une formation suffisante en matière de reportage et d'interview ou une simple éducation médiatique en général.

Le syndrome inverse veut que l'appui au média soit trop spécialisé. Les répercussions sur la faculté des radios à subvenir à leurs besoins ou à remplir leurs missions sont assez voisines. Pour les quelques projets que nous avons rencontrés, quand un bailleur étranger intervenait (quel que soit son statut), l'aide à la création d'une radio communautaire était focalisée sur la nécessité d'appuyer un programme très particulier, sans que ne soient envisagées d'autres applications sur le plan local.

Des radios sont ainsi installées dont l'action est strictement circonscrite à la zone d'intervention du projet qu'elles sont censées appuyer. Si la radio n'est créée qu'autour d'un projet et d'un programme unique, le fonds et le matériel alloués ne couvriront évidemment que ce qui a été prévu. La formation dispensée aux animateurs sera limitée à ce que les promoteurs du projet considèrent comme le strict nécessaire. Le matériel n'est pas forcément adapté pour d'autres activités que celles prévues initialement. Matériel et formations sont fournis sans

qu'on tienne compte de l'évolution des techniques, des compétences et des besoins.

En corollaire, l'aide ne se prolonge que rarement au-delà des délais prévus pour la réalisation du programme ou projet que la radio est censée appuyer. Partant du principe que si les radios veulent sortir du champ qui leur est initialement imparti, elles doivent s'assurer une certaine autonomie financière, les investissements ne semblent pas forcément pensés sur le long terme. Or, un choix judicieux du matériel (notamment dès l'origine suffisamment polyvalent et durand), des formations (concernant des matières annexes à celle du projet ou qui outrepassent les simples compétences techniques : outils d'analyse, gestion financière, techniques de concertation, gestion du pouvoir, couplage des techniques d'animation communautaires avec les méthodes journalistiques, etc.) du personnel, de modalités de gestion, une prise en compte des implications sur un plus large prisme que celui du projet de départ donneraient à la radio une base plus solide pour asseoir cette autonomie. Aussi, très souvent, on rechigne sur les frais de fonctionnement. Or, pour trouver des fonds, proposer des partenariats, passer de village en village (des villages souvent très éloignés les uns des autres), acheter de cassettes, des piles, des moyens de déplacement, et toute une série d'autres charges la radio doit seule trouver des ressources et des moyens d'intéresser le personnel.

Rares sont les aides qui s'intéressent effectivement aux moyens de pérenniser la station mise en place. Si la radio rurale de Kaye (Mali) est aujourd'hui autonome, c'est parce que 9 chambres climatisées ont été construites, dont 4 avec le concours de la région Nord-Pas-De-Calais. Ces chambres sont louées et rapportent suffisamment pour joindre les deux bouts et soutenir la station.

DES PARTENARIATS INÉVITABLES MAIS LIMITÉS

Il semble évident que, quelle que soit l'importance de la station mise en place, quelles que soient les ressources et techniques dont cette dernière dispose, elle ne pourra pas seule satisfaire simultanément à tous les objectifs évoqués plus haut. Si un projet de radio communautaire peut servir de détonateur à la réalisation de toutes ces ambitions, il doit trouver sa place à la convergence de différentes voies, s'affirmer comme le dénominateur commun de toutes les initiatives de développement de sa zone d'émission.

Plus les ambitions sont étendues, plus la diversité des compétences et capacités à détenir est importante, plus les activités à déployer sont nombreuses. Dès lors, de deux choses l'une : soit les objectifs du projet sont réduits à la portée réelle des compétences et capacités de la structure qu'on a pu mettre sur pied (au moins temporairement, quitte à étendre les activités à mesure qu'elles augmentent), soit on multiplie les partenariats, on répartit les tâches en fonction des besoins et compétences à pourvoir tant pour la manipulation des outils, que pour tout ce qui concerne la production, la diffusion, la sensibilisation, les matières à traiter, etc.

On ne peut sans doute pas s'attendre à ce que les radios recrutent à chaque fois autant de personnes qu'il y a de tâches à accomplir. D'où l'importance pour la radio de déléguer dans la communauté certaines responsabilités. Le comité de gestion, pourra en partie assumer certaines tâches à condition d'être également formé pour cela (ce qui est assez rare il faut

l'admettre) : les collectifs de développement et autres ONG peuvent par contre mobiliser du personnel ; ils auront pris soin de budgétiser cette participation. Encore un argument en faveur d'un maximum d'intégration. Elle serait le gage d'une meilleure organisation et répartition des tâches.

Par conséquent, quelle que soit l'ampleur du champ de priorité dégagé, on ne saurait faire l'impasse d'une approche intégrée et coordonnée, au moins sur le plan local.

Or, ainsi que nous l'avons déjà évoqué dans l'Editorial de ce numéro, la coordination entre radios et ONG (ou toute autre structure d'appui au développement) est loin d'être acquise. Il arrive bien entendu qu'elles collaborent, mais rarement sur le long terme. De nombreux responsables de radios continuent à déplorer d'être insuffisamment consultés lorsque les ONG élaborent leurs stratégies de communication. Ils souhaiteraient être mis à contribution dès le départ et non pas uniquement pour leur servir de relais ou produire les émissions qu'elles auront préalablement conçues et sans pouvoir exprimer de point de vue critique².

Ces mêmes responsables de regretter aussi que leurs contributions soient rarement budgétisées à leur juste valeur. Il subsisterait selon eux dans le chef des ONG, un *a priori*, hérité de l'époque où la radio était un monopole d'Etat, selon lequel un message à destination communautaire, donc publique, doit être gratuit. En vertu de ce réflexe, lorsqu'elles admettent qu'un service de la radio communautaire doit être rémunéré, beaucoup estimerait qu'il devrait l'être moins cher que ceux des médias commerciaux. Pour les agents de radios, il n'est pourtant pas question de voir leurs tarifs s'aligner sur leurs concurrents privés, mais au moins de faire-valoir la plus-value que représente le recours à un média communautaire : respect des particularités dialectales, connaissance approfondie du milieu et des besoins, plus grande facilité de discussion avec les communautés auxquelles elles appartiennent que n'importe quelle agence de communication urbaine.

Il est important de signaler ici que, pour ne rien arranger, quand une ONG n'est pas disposée ou ne peut tout simplement pas payer (comme c'est plus souvent le cas pour des ONG locales), des radios communautaires investies d'une mission de développement se sentent le devoir de relayer quand même leurs messages. Il y va de leur crédibilité et du respect de leur vocation. Dans ces circonstances, quelle alternative leur reste-t-il?

CES RÉTICENCES DES ONG À INTÉGRER LES RADIOS PEUVENT PONCTUELLEMENT REVÊTIR D'AUTRES EXPLICATIONS

- Il est arrivé que des radios aient dénoncé les inconvénients inhérents à la présence dans certaines zones de multitudes d'ONG, oeuvrant dans les mêmes domaines, montant les mêmes projets aux mêmes endroits. Partant de ce constat, ces radios ont commencé à vouloir sensibiliser les populations sur la nécessité de mieux négocier l'installation des projets et la prise en compte de leurs besoins réels. Des ONG ont eu l'impression qu'on leur mettait des bâtons dans les roues et ont dès lors refusé toute collaboration avec ces radios ;
- Des ONG refusent de partager l'antenne avec des ONG concurrentes et réclament l'exclusivité de partenariat ;
- Il est reproché aux animateurs radios (à raison souvent) leur

manque de professionnalisme. On stigmatise en outre le fait que peu d'entre eux maîtrisent les méthodes de communication participative et d'animations usitées par les ONG dont ils sollicitent le partenariat.

- Les ONG se défient de la difficulté d'appliquer des indicateurs d'évaluation aux activités radiophoniques.

Dès lors, une demande se fait jour chez les agents de radios communautaires pour que dès l'élaboration des programmes de développement, une réflexion soit entreprise, en concertation avec les médias de la zone, pour déterminer leur place et leur rôle dans la stratégie envisagée, comme dans les budgets. Cette démarche doit pouvoir impliquer que les diverses ONG en place s'organisent mieux entre-elles et réactualisent davantage leurs connaissances du milieu dans lequel elles oeuvrent. La radio fait partie des instruments susceptibles de les y aider (instrument de dialogue, de recueil d'interviews, d'archivage, de médiation, etc.). Et de mettre en avant le fait que la difficulté d'appliquer des indicateurs d'évaluation aux activités radiophoniques devrait s'estomper si ces activités sont dès le départ prises en compte dans une stratégie. Une fois qu'elles peuvent se prévaloir de tels indicateurs, les radios gagnent des arguments supplémentaires pour convaincre de nouveaux partenaires de les appuyer...

RECHERCHER LE PARTENARIAT

Si les ONG doivent faire l'effort de ne plus considérer les radios communautaires comme des exécutants soldés, ces radios ne doivent cependant pas se contenter d'attendre que les propositions de partenariats leur tombent du ciel.

Certains responsables de radios communautaires martèlent aussi que celles-ci ne sont pas des structures magiques, mais véritablement des entreprises qui ont besoin de moyens pour remplir leurs missions.

Les agents de radios doivent être capables de dépasser leur rôle de journaliste. Ils doivent être en mesure de devancer les



Maison de la Presse de Bamako (Mali) (Photo : COTA)

² Le publi-reportage est un des formes les plus courantes de services demandés à une radio. Il ne faut pas se leurrer : c'est de la publicité. Il est présenté sous forme de compte-rendus de visites de projets. Les interviews y sont évidemment complaisantes bien que donnant l'apparence de l'information.

demandes, prendre l'initiative de formuler des propositions convaincantes et structurées. Ils doivent d'eux même procéder à un travail d'identification des besoins des partenaires potentiels, établir des objectifs de communication en fonction de ces besoins, envisager des activités radiophoniques assorties de budgets détaillés. Ils doivent savoir convaincre les responsables des structures, réveiller chez eux les ambitions dormantes. Les partenaires n'étant peut-être pas sensibles à l'utilité du média ou ne sachant pas comment l'utiliser, il convient de le leur expliquer.

Pour ce faire, certains écrivent systématiquement à toutes les structures en place pour solliciter des partenariats, la participation d'une ONG, pour les inciter également à désigner un interlocuteur avec lequel il est possible de s'entendre sur la programmation.

Une fois le partenariat scellé, il faut encore pouvoir le pérenniser. Etablir un agenda de suivi de l'ensemble de ses partenaires est un bon moyen de continuer à se maintenir au courant de la progression des besoins. Quelques radios parviennent à décrocher des contrats de collaboration pour un ou deux ans. Certaines sont parvenues à faire en sorte que les animateurs d'ONG produisent eux-même un magazine ou viennent faire des stages à la radio afin de mieux appréhender les contraintes ou les opportunités du média.

DÉRIVES À ÉVITER

La recherche de partenariat, bien que vitale doit toujours garder en perspective, le respect de la vocation communautaire du média. Il nous semble que l'intérêt initial d'un projet de radio communautaire réside dans le fait qu'il offre davantage que du contenu ; il offre aussi à la population le soin de participer à ce

contenu, de le maîtriser et encore davantage : l'opportunité d'échanger.

D'après nos observations, bon nombre d'ONG et autres acteurs de développement semblent cantonner l'intégration du média à la récolte d'information ou à la sensibilisation. Cela ne répond que partiellement aux objectifs initiaux. Concevoir du matériel didactique et orienter des projets n'apparaissent que comme des opportunités secondaires par rapport à l'essentiel qui consisterait nous semble-t-il en l'accompagnement d'un processus de décentralisation/participation.

Cela témoigne en outre d'une vision altérée de la communication qui la considère comme une relation verticale qui entretient une certaine hiérarchie entre l'émetteur de l'information et son récepteur. En outre, sous prétexte de fournir des informations utiles à la population, on contribue surtout à agrémente les capacités opérationnelles des ONG. Une ONG, quelle que soit la façon dont elle justifie son engagement, bien qu'elle soit une émanation de la société civile, n'est pas la population, c'est un pôle d'influence supplémentaire qui peut relativiser celui de l'Etat et des médias commerciaux ; l'ONG tient sa légitimité du fait qu'elle aussi doit pouvoir être relativisée par d'autres influences, les autres émanations civiles : les autres ONG et associations, la population elle-même dans toutes ses expressions politiques, sociales, culturelles et artistiques.

Il ne faut pas que pour des raisons de confort financier, le média contribue davantage à doter les ONG d'un instrument de communication/production ou de diagnostic qu'il ne permet de stimuler une dynamique de communication régionale.

Qu'on ne se méprenne pas non plus sur les mobiles du présent article ou de ce numéro des ECHOS DU COTA. S'il s'agit en effet d'inciter les ONG à réfléchir aux opportunités de mettre à profit les radios communautaires, on ne perd pas de vue que ces radios sont et doivent demeurer au service de la communauté.

A PARAÎTRE EN DECEMBRE 2002

HORS SÉRIE N° 3 : "MÉDIAS COMMUNAUTAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST. LA RADIO EXPLIQUÉE AUX ONG"

Synthèse des recherches menées par le COTA sur la communication au développement et les médias communautaires, ce nouveau numéro de la collection "Hors Série" est destiné à offrir aux ONG et autres institutions soucieuses de prendre en compte les aspects communicationnels des projets de développement, de nouveaux angles d'analyse et des références susceptibles de les aider dans leurs recherches ou le montage de leurs projets.

Nous souhaitons :

- inciter les ONG, bailleurs et autres institutions engagés dans l'appui au développement à prendre davantage en compte les aspects communicationnels des projets de développement,
- les sensibiliser au rôle des médias communautaires et aux bénéfices qu'ils peuvent tirer de leur utilisation,
- leur fournir un angle d'analyse, des éléments méthodologiques et des critères leur permettant de mieux tirer profit de ces outils, mieux les intégrer à leurs stratégies.

Son contenu sera décliné en trois parties :

- 1- Le rôle stratégique des médias communautaires dans les projets de développement ;
- 2- Les critères d'analyse permettant de percevoir ce rôle et de l'évaluer ;
- 3- Bibliographie sélective des sources (livres et références Internet).

Information :

Stéphane Boulch

stephane.boulch@cota.be

Tel : 02 250 38 36 / 02 218 18 96

Fax : 02 223 14 95

La radio communautaire : d'un instrument de sensibilisation, de vulgarisation agricole à un instrument de dialogue et de concertation en Afrique

Jacques Philippe Da Matha*

Outre leurs fonctions traditionnelles qui sont d'informer, d'éduquer et de divertir, les radios communautaires créent les conditions favorables au dialogue et la concertation entre les membres de la communauté. Elles tentent d'assumer aujourd'hui des fonctions jusque-là ignorées de facilitation en amenant les gens d'une même communauté à s'entendre, à atténuer leurs conflits et à conclure des partenariats ; un champ encore insuffisamment exploré dans le domaine de la communication...

En Afrique, la radio a joué un rôle déterminant dans la prise de conscience politique des peuples noirs. Elle sera, par ailleurs, utilisée très tôt à des fins de sensibilisation des populations sur des préoccupations nationales, notamment celles liées à leur bien-être social et au développement de l'agriculture. La communication est alors conçue comme un processus vertical, à sens unique.

Timidement, à la faveur de la libéralisation des ondes dans de nombreux Etats africains, les populations créent leurs propres radios, des radios communautaires, qui leur offrent de nombreux services. Ainsi, de plus en plus, on observe une mutation au niveau des fonctions traditionnelles de la radio. Il apparaît donc nécessaire de suivre l'évolution de la radio en Afrique qui d'un instrument de sensibilisation et de vulgarisation offre désormais les conditions idéales au dialogue et à la concertation au sein des communautés et entre acteurs de développement.



Studio de la radio communautaire de Ouahla (Mali) (Photo : COTA)

SENSIBILISATION ET VULGARISATION

Mises à profit peu avant les indépendances, les fonctions de sensibilisation de la radio vont s'institutionnaliser après les années 1960. La radio deviendra un outil de développement et de vulgarisation agricole destiné à pallier les insuffisances des services d'encadrement.

- La radio agricole

Les émissions visaient surtout à accroître le rendement agricole. La politique économique des dirigeants aux lendemains des indépendances était l'accroissement de la production agricole notamment de la culture de rente qui constituait la principale source de devise. Il fallait à tout prix doubler, tripler le rendement du coton, du café, du cacao, de l'arachide, etc. Contraints par le manque d'effectif, les Etats ont eu recours à la radio, un média facile à utiliser comme à écouter et pouvant s'exprimer dans les langues du terroir. Les techniciens de l'agriculture pouvaient donc se succéder au micro avec le concours des animateurs radio pour prodiguer des conseils utiles et utilitaires aux paysans.

Plusieurs pays se sont illustrés en conférant à leurs radios la fonction de radio agricole (par exemple, le Ghana, le Cameroun, le Mali, le Nigeria, le Dahomey aujourd'hui dénommé Bénin, le Niger, le Kenya, la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta devenue le Burkina Faso).

Malgré sa contribution à l'accroissement de la productivité agricole, le type de relation communicationnelle alors en

* Directeur du Centre Interafricain d'Etudes en Radio Rurale de Ouagadougou (CIERRO) (jpda.matha@fasonet.bf)

La radio communautaire

vigueur a démontré ses insuffisances. L'information ne circulait jamais que du sommet vers la base. Les paysans intervenaient peu et pouvaient à peine donner leurs opinions sur les conseils qu'on leur prodiguait. Pour combler ces lacunes, le système de radio-club ou club d'écoute collective a d'abord vu le jour.

- La radio- forum ou la radio tribune

La stratégie de ce système était de susciter la réaction des populations rurales, de créer une véritable communication interactive. Celle-ci associait à l'écoute, la discussion et la décision. Cette stratégie a donné lieu au système des clubs d'écoute, une inspiration de la tribune radiophonique telle que pratiquée en Europe, aux USA et au Canada. Elle a été vulgarisée par l'UNESCO et la FAO.

Plusieurs pays, au nombre desquels le Ghana, le Niger, le Bénin, le Burkina Faso et le Togo, ont mis en place ce système d'écoute collective.

Sous la supervision d'un encadreur rural, les paysans se réunissaient autour d'un poste radio et suivaient les différentes émissions radiophoniques réalisées en langues nationales. Comme feed-back, les commentaires, les observations, les suggestions des membres des clubs étaient retranscrites sur des fiches par l'encadreur et renvoyés aux animateurs des émissions afin que ceux-ci apportent les éléments de réponse ou les compléments d'information nécessaires.

Cette expérience, tout comme la première, avait également ses défauts malgré la qualité notable apportée dans le processus communicationnel. Ces insuffisances pouvaient se résumer

entre autres à la carence des animateurs. Seuls les rapports écrits établissaient le contact entre les deux bouts de la chaîne. Rapidement, on ne put que déplorer la désaffection des membres des radios-clubs pour les écoutes collectives.

Face à ces carences et dans le souci d'accorder à la population rurale, l'importance et la place qu'elle mérite, il fut créé dans beaucoup de pays au sein de l'administration de la radiodiffusion des structures exclusivement destinées à la production et à la programmation d'émissions rurales.

- La radio rurale ou la radio rurale éducative

Les plages horaires consacrées aux programmes en langues nationales ont commencé à s'étendre et les thèmes traités se sont diversifiés. Tous les sujets liés au développement du monde rural étaient traités : agriculture, santé, nutrition, élevage, hygiène, pêche, pharmacopée, etc. Les loisirs prenaient également une bonne place dans les programmes, à travers les contes et devinettes, les jeux, la musique du terroir, l'histoire du village, la légende etc.

La programmation des émissions tenait compte de la disponibilité des paysans. Des émissions étaient réalisées à l'intention des différentes tranches d'âge de la population. L'expérience d'une seconde chaîne exclusivement en langues nationales a pu être tentée.

Malgré la bonne volonté des responsables de ces radios rurales, les programmes affichaient néanmoins des limites. Parmi les contraintes auxquelles elles étaient confrontées, on retiendra :

- les difficultés à obtenir des feed-back sur les programmes diffusés ;



Radio Oxyjeune de Pikine (Sénégal) (Photo : LE SOLEIL)

- la localisation de la radio rurale dans la capitale ;
- le manque de moyens financiers ;
- le manque de cadres compétents et motivés pour les tâches.

Cette situation perdure encore dans les radiodiffusions publiques où ces structures sont installées. Mais fort heureusement, la démocratisation des systèmes politiques et la libéralisation des ondes ont peu à peu favorisé la prolifération d'un nouveau type de radio : les radios communautaires, véritable instrument de dialogue et de concertation au sein des communautés ou entre les acteurs de développement.

VERS LES RADIOS LOCALES

De la radio monopole d'Etat, l'Afrique et particulièrement l'Afrique occidentale est passée à l'ère des radios communautaires, des radios locales, dans les années 1980. Des organisations telles que l'ACCT (Agence de Coopération Culturelle et Technique, devenue aujourd'hui l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie), l'UNESCO, ont entamé des réflexions sur des nouvelles méthodes d'approche du monde rural face aux carences observées au niveau de la radio d'Etat. Plusieurs séminaires ont été initiés sous l'égide de ces institutions en partenariat avec le CIERRO.

De ces réflexions devait naître l'idée d'une radio rurale locale susceptible de jeter les bases d'un renouvellement possible de la communication en Afrique.

De cette mouvance naquit en mai 1982 la station de radio communautaire de HomBay dans la province de Nianza au Kenya, avec le concours de l'UNESCO. En 1986, le Burkina Faso opta pour les radios communautaires, en implantant des radios rurales locales. L'ACCT lança dans les années 1989 un vaste programme d'implantation des radios rurales locales. Les premières stations furent installées en 1991. Aujourd'hui, plus d'une cinquantaine de radios locales ont été implantées par l'Agence de la Francophonie à la demande des Etats dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre tels que le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal, la République centrafricaine, le Congo Brazzaville (Le Togo, le Niger et le Tchad sont sur le point de bénéficier de ce programme).

Ce programme accompagnant la libéralisation des ondes et le processus de démocratisation, on a assisté à une explosion des radios de proximité telles que les radios communautaires, les radios locales, les radios associatives et les radios confessionnelles, les radios commerciales, etc.

Toutes ces radios de proximité qui prennent racine dans la communauté ne jouissent pas du même statut. Elles ne sont pas placées sous le même mode de gestion. Contrairement aux radios associatives, aux radios confessionnelles qui sont l'émanation d'une association ou d'une confession et gérées comme telle, les radios communautaires ou radios locales appartiennent à la communauté, censée en assurer la gestion à travers ses organes. C'est la communauté qui définit la mission et les objectifs de la radio. La présence de la communauté est visible et palpable au niveau de tous les organes de décisions.

LA CONCERTATION COMMUNAUTAIRE

La radio communautaire, par le simple fait qu'elle soit une émanation de la communauté qui en a éprouvé le besoin et a



Villageois avec son matériel d'interview. Village de Hamdallaye (Sénégal)
(Photo : COTA)

œuvré à son implantation, constitue déjà en soi un instrument de concertation.

En effet, c'est parce que les communautés sentent le besoin de disposer d'instruments appropriés qui leur permettent d'accéder aux informations et aux savoirs utiles ; d'entretenir le dialogue et un débat entre elles et avec leurs partenaires ; d'échanger leurs expériences, leurs savoirs et leurs techniques, qu'elles oeuvrent à la création des radios communautaires. En d'autres termes, le dialogue et la concertation sont au début et à la fin du processus de création de la radio communautaire qui elle-même, de par sa fonction, favorise et entretient cette communication permanente entre les différents membres de la communauté.

La radio communautaire, avant même de voir le jour et de libérer la parole paysanne, crée déjà les conditions d'un dialogue et d'une concertation entre les différents membres de la communauté. Une fois installée, elle devient un véritable instrument de régulation sociale en créant les conditions d'une cohabitation pacifique entre les membres de la communauté et d'un développement endogène.

Il n'est pas rare que, dans les communautés où cohabitent plusieurs ethnies et des personnes de différentes catégories sociales, des conflits surgissent. Dans de telles circonstances, la radio communautaire use de son pouvoir pour apaiser les esprits et les cœurs en jouant sur la magie du dialogue et de la concertation. Grâce à des émissions radiophoniques, les différents protagonistes ou les différents camps antagonistes sont invités à s'exprimer, à donner leurs versions des faits.

Ce fut le cas par exemple à Radio Banikoara au Nord du Bénin, à l'occasion des conflits entre éleveurs et agriculteurs. Des émissions "table-ronde" ont été animées sur l'objet de divergence ou de conflit. Un dialogue a pu être instauré entre les deux communautés ; d'abord chaque communauté est intervenue au cours d'une interview ensuite les deux communautés se sont retrouvées pour une table-ronde en présence d'un technicien, spécialisé. Le tout a été diffusé. Les deux groupes sont finalement parvenus à s'entendre. Radio Banikoara est aussi intervenue dans de nombreux conflits entre villages. Par le dialogue via la radio, les communautés finissent par se comprendre et lever les obstacles à la cohabitation, à la cohésion et à la paix sociale. Au Cameroun, Radio Lolodorf est intervenue dans le cadre des dissensions entre deux tendances farouchement opposées de l'Eglise Protestante Africaine (EPA). Radio

La radio communautaire

Lolodorf a participé aux réunions des deux groupes ; puis a réalisé des émissions spéciales sur le thème de la réconciliation et de l'ouverture. Elle a créé également des espaces de diffusion les dimanches où sont invitées des personnes modérées de chaque groupe.

L'interview, la table-ronde, le débat, l'émission publique, sont des genres radiophoniques qui instaurent la communication interactive entre les différents acteurs en présence. Plusieurs radios communautaires les utilisent pour susciter une expression démocratique et pluraliste des opinions, des besoins et des aspirations des communautés. Ces dernières s'expriment au travers de la radio, échangent des points de vue sur les sujets de leurs préoccupations quotidiennes. Dans certains pays, la radio exploite ce filon qu'est la parenté à plaisanterie pour atténuer les divergences. Parfois, elle devance les conflits.

UN INSTRUMENT DE DIALOGUE ET DE CONCERTATION ENTRE ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT.

La radio communautaire, pour sa gestion et son fonctionnement, a besoin du concours et du soutien de tous les acteurs de développement. Dans les organes dirigeants, l'on retrouve les représentants de toutes les catégories sociales, y compris ceux des structures administratives et des ONG évoluant dans la communauté. Tous ces acteurs définissent ensemble les objectifs à atteindre, les moyens à mettre en œuvre et surtout les programmes à réaliser dans l'intérêt de la communauté.

La radio communautaire suscite et renforce la collaboration

entre les responsables de projets ou de programmes de développement. Elle représente le seul outil privilégié d'expression de et dans la communauté. A ce titre, elle n'échappe pas à la convoitise des ONG. Ouvrant pour le bien-être de la même cible, les communautés, les responsables de projets ou de programmes utilisent la radio communautaire pour soutenir leurs programmes. Or la grille des programmes de la radio n'étant pas extensible, il se pose alors un problème d'arbitrage que la radio doit gérer. Dans le souci de marquer leur présence sur la seule antenne de la communauté, les Responsables de projets de développement ou de programmes évoluant d'ordinaire en vase clos, chacun dans son domaine d'activités, finissent par se coordonner. C'est le cas à Lolodorf au Cameroun, où de nombreuses ONG interviennent dans les mêmes domaines que les services du ministère de l'Agriculture avec des messages parfois divergents et contradictoires. Radio Lolodorf a, avec le concours du Sous-Préfet de la localité, œuvré à la mise en place d'un comité de concertation entre les différents intervenants dans le secteur agricole afin d'harmoniser les actions et les messages éducatifs.

Ce mode de dialogue et de concertation n'est pas sans poser de difficultés. Les animateurs doivent souvent faire preuve de bonne volonté, de disponibilité, de perspicacité ; ils doivent user de tact pour surmonter les obstacles et ne pas générer des frustrations qui seront préjudiciables à la mission de rassembleur assumée par la radio dans la communauté.

Il faut aussi savoir user de persuasion pour convaincre les plus réticents. Il n'est pas rare que les leaders d'opinion de la communauté soient mis à contribution. Respectés et écoutés, ils arrivent grâce à leurs interventions multiformes à sauvegarder la cohésion de la communauté.



www.sudoc.be

Le site des références documentaires sur la problématique du développement et les relations Nord-Sud

- Six centres de documentation ONG mettent en ligne leurs catalogues et vous les offrent en consultation.
- Coopération internationale, relations Nord-Sud, économie, politique, social, droits de l'homme, culture, sociétés, technologies et méthodologies du développement...
- Trouvez en quelques clics les références que vous cherchez à partir de mots clés, de noms d'auteurs ou de publications, de zones géographiques ou de pays...
- Un documentaliste se tient à votre disposition dans chaque centre pour vous aider dans vos recherches.



CNCD



des de Paix



COTA



CETRI



GRESA



SEDIF

Les nouveaux maîtres de la parole

Tidiana Kasse*

Partout où des radios communautaires se sont implantées, leur capacité à développer une démarche d'adhésion et de mobilisation collective leur confère un rôle essentiel dans le développement local.

A Kati, localité située à 15 km de Bamako, les autorités municipales ne laissent pas de vanter l'apport bénéfique de "Radio Belekan" dans les relations avec leurs administrés. *"Nous avons des problèmes de communication avec les populations, explique le deuxième adjoint au maire, M. Hassana Ba. Dans le cadre de la décentralisation, par exemple, une nouvelle initiative consiste à laisser à la population la possibilité d'utiliser elle-même 80 % des taxes de développement local versées à la mairie. Nous gérons ces fonds, mais leur utilisation est laissée aux initiatives des comités de développement des quartiers. Il fallait l'expliquer aux populations pour qu'elles fassent des efforts de participation et surmontent l'incivisme fiscal. Sans la radio, nous ne serions pas parvenus à atteindre nos objec-*

tifs". C'est grâce à des émissions sur "Radio Belekan" que le débat a pu s'établir entre villageois et autorités locales. Les populations ont pu comprendre alors qu'une partie des taxes qu'elles payaient leur revenait, et s'y soumettaient dorénavant plus volontiers.

L'explosion des radios communautaires est une révolution en Afrique, en particulier dans le milieu rural. Bien sûr, il existait auparavant des cercles de prise de parole, mais ils étaient restreints et sélectifs. L'arbre à palabre traditionnel n'était pas non plus un lieu de rendez-vous accessible à tous. Les jeunes ou les femmes en étaient exclus. Les radios communautaires ont permis d'ouvrir le cercle et de démocratiser la prise de parole. Le message porte plus loin, le feed back est souvent immédiat ou, pour le moins, régulier. Il s'ouvre un espace d'écoute collective ou individuelle et de dialogue, qui introduit une nouvelle dynamique dans la sensibilisation, la mobilisation et la participation collective. L'expression d'une citoyenneté active se développe, dont les radios communautaires deviennent de puissants relais.

DES PRÉOCCUPATIONS QUOTIDIENNES

Bien que soutenues par des organismes de développement locaux ou internationaux, ces radios restent des initiatives communautaires. Elles naissent et fonctionnent par le volontariat associatif. L'animation repose sur le bénévolat local. Les villageois écoutent l'instituteur du village, l'agent de santé communautaire ou l'encadreur d'un projet, lesquels s'investissent dans le prolongement de leurs activités quotidiennes. Les populations dialoguent avec eux, s'impliquent dans un dialogue d'autant plus dynamique que tout se passe dans leurs propres langues, autour de questions qui les concernent directement.

Au Bénin, dans la sous-préfecture d'Akpro-Misséré, les populations estiment être bien informées sur le processus de décentralisation entamé dans le pays et sur les élections locales prévues pour décembre 2002. Elles sont conscientes de l'importance des pouvoirs déconcentrés, de la nécessité d'une implication accrue des communautés à la base et des changements que cela induira dans la vie de la communauté. "Radio Gerddes" se trouve au cœur de l'information et du débat. Un



Studio de la station kildoise de la Radio Télévision Sénégalaise (Photo : COTA)

* Institut Panos Afrique de l'Ouest (panos@panos.sn)

Les nouveaux maîtres de la parole

mécanicien qui officie dans ce village témoigne : *"Depuis que "Radio Gerddes Fm" a commencé par présenter des sketches et des pièces de théâtre sur le sujet, à en parler aussi bien en français qu'en langues locales, nous sommes plus aguerris pour en discuter"*.

Ces radios qui sont l'émanation d'une collectivité et qui demeurent en priorité tournées vers celle-ci, ont pour mission première de répondre, dans leurs programmes, aux besoins urgents de leur communauté. Leurs animateurs se focalisent sur des questions de santé, de préservation de l'environnement, de techniques agricoles efficaces, etc. Interpellées dans leurs préoccupations quotidiennes, les populations s'approprient les messages. Sur "Radio Belekan", une émission hebdomadaire (Cikelaw Ka Folen) permet aux agriculteurs de discuter de leurs pratiques culturelles avec des spécialistes, d'échanger des conseils. Une discussion sur le dosage de l'engrais et l'entretien des sols de culture *"nous a permis de mieux utiliser les intrants et l'eau. Nous avons eu de la pomme de terre de bonne qualité"*, rapporte un paysan.

Dans la populeuse banlieue dakaroise de Pikine, déjà couverte par une multitude de stations commerciales, la radio communautaire Oxy-jeunes cultive aussi un particularisme local qui fait recette. Ses émissions dans le cadre de la lutte contre le sida ont un impact réel dans cette zone de forte migration, à la densité de population élevée, où les structures socio-sanitaires sont insuffisantes. Le public accède à l'antenne par le téléphone ou bien ce sont les reporters qui descendent sur le terrain à la rencontre des groupes à risque, pour poser et animer le débat.



Radio Kolda (Photo : COTA)

RÉACTIONS PARTICIPATIVES

Face aux autorités locales, l'indépendance que ces stations tirent de leur émanation populaire leur permet de se poser en instruments de contrôle et de critique de ces pouvoirs. Tout comme elles peuvent participer à la vulgarisation et à l'engagement des populations dans les initiatives de développement. La mobilisation sociale que permettent les radios communautaires n'a rien à voir avec les politiques d'embrigadement naguère en vigueur. Les populations ne sont plus convoquées pour s'entendre donner des directives concernant des projets de développement qu'elles ont du mal à appréhender. Les messages véhiculés par les ondes leur parviennent dans leur case, sous l'arbre à palabres, dans les marchés. Ils les discutent, les adoptent ou les adaptent. A Akonaboé, village béninois, le chef Cyprien Zinsou retrouve dans ces radios locales les instruments idoines pour *"relayer les bonnes actions en vue de susciter l'émulation au sein de la population"*.

Dans le cercle de Kati, au Mali, le chargé de la micro-finance d'une ONG mesure les effets d'une telle réalité : *"Nous intervenons dans plusieurs villages. Des émissions ciblées nous ont permis, avec les différentes caisses villageoises, d'instaurer une compétition et les pousser à s'inspirer de l'expérience des autres"*. Fort bien écoutée dans les vingt-quatre communes sur les trente-sept que compte la zone, "Radio Belekan" *"a créé une sorte de sentiment d'appartenance locale et a renforcé les liens avec les pouvoirs et institutions locales"*, reconnaît-il. A partir d'une démarche endogène dans la conception et la diffusion des messages, et avec la réaction participative des populations, ces stations en arrivent à se situer au cœur des cercles

de prises de décision. Ainsi les radios communautaires ont fini par faire naître une opinion publique à la base, dont les effets se prolongent à travers une démarche citoyenne.

PROXIMITÉ MÉDIATIQUE

La radio est devenue un bien commun dans nombre de contrées d'Afrique. Les populations cotisent pour la faire vivre. Et ce qui marque la différence entre un village et un autre, dans certaines zones, ce n'est plus seulement la mosquée ou l'église qu'on possède, le marché hebdomadaire qu'on abrite, c'est aussi la radio qu'on a.

Dans des régions où les moyens de communications sont rares, les ondes peuvent porter des messages. De toutes les formules d'émissions, la dédicace musicale reste la plus couramment pratiquée parmi les radios communautaires. On s'envoie des nouvelles, on s'adresse des salutations sur fond de musique. Des familles dispersées entre différents villages maintiennent ainsi le contact.

Heureuses ou malheureuses, les nouvelles circulent. A Goudel, village périphérique de Niamey où émet la radio Goudel Jeunesse, un habitant témoigne :

"Depuis que notre village a été doté de la radio, les choses ont beaucoup changé ; la communication est devenue plus facile entre les habitants. Aujourd'hui, quiconque estime qu'il a quelque chose à partager avec les autres peut le faire aisément grâce à la radio. En outre, pour nos communiqués de baptême, de mariage, de perte de biens ou de décès, nous n'avons plus besoin de faire le déplacement jusqu'à Niamey qui nécessite des frais supplémentaires. Nous avons une radio sur place et qui nous les diffuse à moindre coût". Dans certains villages, les messages viennent de plus loin encore. Par exemple, de l'émigré qui appelle de New York ou de Marseille pour se signaler auprès de ses proches.

De plus en plus la vie sociale s'organise autour des radios communautaires. Elles ne diffusent certes pas une science infuse, pêchent souvent au plan professionnel avec des animateurs peu ou pas formés à l'utilisation de ce médium, usent de bouts de ficelle et jonglent avec des budgets dérisoires, mais elles ont cette importance capitale qui vient du fait qu'elles permettent aux populations de se parler, de jouir de cette proximité médiatique pour renforcer les liens de la collectivité. Les radios communautaires sont devenues un espace de solidarité et de sensibilisation, mais aussi d'interpellation des pouvoirs en place.

A Banikoara, au Bénin, le taux de scolarisation qui était de 27 % en 1994 est monté à 68 % en 2001. Entre-temps, les messages de sensibilisation de la station locale ont fait leur effet. *"A Lalo, jusqu'au milieu des années 1990, les sages-femmes étaient désœuvrées parce que les femmes de la localité n'aimaient pas aller à la maternité. Aujourd'hui elles se trouvent débordées. Dans certaines zones les stations locales ont fait du reboisement une préoccupation populaire, alors qu'à Dassa Zoumé les avortements clandestins qui étaient un fléau social ont vu leur fréquence diminuer"*.¹

Les radios communautaires s'affirment comme des espaces de réflexion et de maturation des idées qui sous-tendent les projets de développement.

¹ Article d'Emmanuel Adjovi dans Médiactions n° 28, bulletin trimestriel de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest, p. 9.

La radio rurale. Un outil d'enquête sociale

Jean-Pierre Ilboudo*

La radio rurale intégrée à une approche participative est utilisée par plusieurs projets appuyés par la FAO comme méthodologie contribuant au diagnostic (information/connaissance/ étude du milieu) et à l'évaluation des activités de mise en œuvre. A travers les techniques de production radiophoniques telles que l'émission publique, l'interview communautaire, la causerie-débat, ... elle peut être un outil d'investigation du milieu, d'évaluation et d'auto-évaluation.



Centre de production audio à Kolda (Sénégal) (Photo : COTA)

Or, l'essentiel dans les activités de la radio rurale devrait être de faire en sorte que les populations s'approprient l'outil et le transforment en une tribune d'expression sur les questions de développement, en un instrument de dialogue social et de concertation. Rapprocher l'outil des auditeurs et auditrices permettrait leur implication à la conception, l'élaboration et la production des émissions. Il est donc important de se rendre dans les villages, et de savoir tirer profit des genres radiophoniques les plus appropriés pour inciter les gens à s'impliquer. Les techniques de l'approche participative doivent également être maîtrisées.

UNE APPROCHE PARTICIPATIVE

L'objectif principal de notre stratégie est de rendre les activités de la radio rurale permanentes, autonomes et de les mettre au service des différentes actions de développement.

Pour ce faire, nos actions sont axées autour de quatre principes méthodologiques:

L'expérience de la FAO a permis de constater que toutes les catégories sociales des villages ou des communautés rurales participent spontanément aux émissions publiques. En donnant la parole aux villageois par le biais d'émissions participatives, il est possible d'opérer une sorte de triangulation en recueillant diverses opinions liées à l'âge, au sexe, à la localisation géographique, aux conditions sociales des populations sur un thème donné. L'utilisation dynamique de la causerie-débat et des techniques de l'interview directive, non directive et semi-directive doit permettre de diagnostiquer et d'évaluer.

En dépit de ces constats qu'observe-t-on ? Généralement, lorsque la radio rurale est mise à contribution pour la collecte et le traitement de l'information, les sorties sur le terrain sont organisées sous forme de razzias pendant lesquelles seul le producteur de la radio rurale décide des thèmes, dirige les émissions. Lorsqu'il passe une nuit dans le village, c'est accidentellement et il n'évalue jamais ce qu'il a diffusé.

* FAO. Spécialiste de la communication Groupe de la Communication pour le développement Service de la vulgarisation, de l'éducation et de la communication Division de la recherche, de la vulgarisation et de la formation (SDRE) (JeanPierre.Ilboudo@fao.org)

M. Ilboudo s'étant trouvé dans l'impossibilité de nous faire parvenir dans les délais impartis l'article original que nous lui avions demandé, en dernier recours, la rédaction a dû se résoudre à utiliser le contenu de deux textes de cet auteur : le premier intitulé "Méthodologie participative et interactive de la radio rurale" (SDdimensions, avril 2000 - www.fao.org/sd/frdirect/cdan0031.htm), le second "L'expérience de la FAO dans le domaine de la radio rurale - Les nouvelles technologies de l'information et de la communication au service de la radio rurale : nouveaux contenus, nouveaux partenariats (Atelier international sur la radio rurale, Rome, 19-22 février 2001 (www.fao.org/docrep/003/x6721f/x6721f38.htm)).

Les copyrights de ces textes sont la propriété de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Certaines modifications ont été apportées. Quand elles fournissent un point de vue de la rédaction par rapport au propos original, elles sont précisées.

La radio rurale. Un outil d'enquête sociale

- **Principe d'intégration:** il est essentiel que les radios rurales intègrent convenablement l'ensemble des préoccupations et des thèmes du développement rural. Il y a donc lieu de susciter la mise en place de structures intersectorielles de concertation et d'orientation des programmes comprenant les départements ministériels impliqués dans le développement, les ONG, les bailleurs de fonds, les associations ou groupements représentatifs du monde rural. *[Ces derniers en particulier sont importants pour faire en sorte que cette concertation dépasse la simple juxtaposition de points de vue différents et permette d'intégrer les différentes composantes d'un "vécu"-NDLR].*
- **Principe d'interdisciplinarité:** il est essentiel que les équipes de production et d'animation de la radio rurale soient elles-mêmes interdisciplinaires. Il y a donc lieu d'associer des cadres et des techniciens provenant des principales structures intervenant dans le développement rural, de leur dispenser une formation homogène et technique de production de radio rurale et de susciter la création, au sein de ces structures, de cellules de suivi des activités de la radio rurale.
- **Principe d'interactivité:** les activités de production et d'animation de la radio rurale doivent être basées sur les préoccupations réelles du monde rural et prendre la forme d'un dialogue permanent avec les communautés. Ainsi donne-t-on la priorité aux dispositifs mobiles de production de façon à assurer une présence de l'équipe de la radio rurale d'au moins 10 jours par mois sur le terrain. La priorité doit être accordée aux informations provenant du terrain. Les programmes doivent être adaptés aux caractéristiques culturelles et aux circuits de communication propres au monde rural. Ils doivent, par ailleurs, intégrer les valeurs du patrimoine des terroirs.
- **Principe de durabilité:** il est essentiel, pour garantir la durabilité des activités de la radio rurale, d'étudier et d'adapter les dispositions juridiques, institutionnelles et administratives nécessaires pour permettre aux radios rurales de bénéficier de ressources propres et de les gérer de façon autonome.

Il y a un enjeu important aujourd'hui à redonner un nouveau souffle à la radio rurale. La méthode défendue ici est que les émissions participatives et interactives deviennent réelles, plus nombreuses, systématiques sur les antennes de la radio rurale. Elle implique une beaucoup plus grande rigueur dans la préparation et l'exécution des sorties sur le terrain, et l'utilisation des techniques de collecte les plus vivantes, les plus interactives (émissions publiques, causeries-débats, interviews semi-directives).

Le postulat défendu dans cet article est que l'apport des méthodes participatives de type MARP¹ ou DIOBASS enrichit fortement la dimension interactive de la radio rurale et ses potentialités en tant qu'instrument d'enquête sociale, en particulier pour l'accompagnement de projets de développement. La souplesse, le faible taux d'inertie, l'accessibilité, l'instantanéité que confèrent ces techniques, devraient permettre un meilleur usage de la radio.

LA RADIO RURALE ET LA MARP

Jusqu'à une époque très récente, la radio intervenait dans le milieu rural comme un prolongement de l'agent de la vulgarisation agricole. La remise en cause de cette utilisation dans les



Antenne et panneaux solaires de la radio communautaire de Oualia (Mali)
(Photo : COTA)

années 80 a coïncidé avec le développement de la MARP. *[Elle rejoint également les critiques plus théoriques, formulées en matière de communication, qui rejettent le modèle classique linéaire de "l'émetteur-récepteur" (modèle du télégraphe), pour montrer l'importance d'une conception plus systémique et interactionnelle de la communication (en particulier le modèle de "l'orchestre"). Les échecs de la vulgarisation classique, en particulier du "training and visit" ont alimenté ce renouvellement des outils - NDLR].* MARP et radio se sont donc développés parallèlement, en puisant souvent aux mêmes sources disciplinaires et en s'empruntant réciproquement certains principes ou techniques d'appréhension des réalités. A chaque outil présenté pour la MARP correspond à peu près son équivalent en Radio Rurale.

Les techniques de la MARP peuvent être utilisées par la Radio Rurale et inversement. La radio rurale peut valoriser efficacement les techniques suivantes de la MARP, dans le cadre d'enquêtes en milieu rural :

- La carte ressource (qui s'apparente à l'introduction d'une émission publique);
- Le profil historique;
- Le transect ;
- Le focus de groupe;
- L'observation directe;
- Le diagramme de Venn ;
- Les différentes interviews.

1 Méthode Active de Recherche et de Planification Participatives. Voir Les Echos du COTA n° 94 pour une présentation et une discussion sur ces outils.

Dans cette recherche de plus grande interaction, la valorisation des moyens de communication traditionnels (griots, crieurs publics, marionnettes), est à promouvoir.

COMPARAISON CRITIQUE DES MÉTHODES MARP ET RADIO RURALE

Dans leurs systèmes de collecte d'informations, les deux méthodes mettent en avant la connaissance du monde rural, le savoir des villageois. La thèse que les paysans connaissent mieux leur terroir que les experts exogènes est également partagée par les "marpistes" et les communicateurs de la radio rurale. Bien entendu, pour pouvoir optimiser leurs résultats, dans les deux cas, les animateurs doivent pouvoir manier les deux savoirs : le savoir scientifique et structuré dispensé dans les écoles, et le savoir "diffus" et "non structuré" connu du paysan. La contingence de ce second savoir (un éleveur appréhende différemment un terroir qu'un agriculteur ; un homme qu'une femme ; etc.) invite à accepter une marge tolérable d'imprécision; tout le savoir livré par le paysan à l'animateur n'étant pas impérativement vrai et réciproquement. Par ailleurs, les deux systèmes cherchent à réunir dans un temps record le maximum d'informations possibles et à multiplier les points de vue.

Il est par conséquent important de savoir d'avance et clairement ce qu'on cherche, les objectifs visés, c'est-à-dire en fin de compte ce que l'on veut apprendre des différents interlocuteurs. Dans les deux cas également, et cela est bien connu de tous les journalistes, les informations données par les interlocuteurs ne seront considérées comme véridiques que lorsqu'elles seront vérifiées par différentes sources : c'est ce que la MARP appelle la triangulation. D'autre part, on notera que l'interactivité de la démarche préconisée par la MARP par différentes mises en commun entre le chercheur et la population est aussi une préoccupation de la radio. Elle permet d'évaluer régulièrement les informations collectées, et de redresser, le cas échéant, les erreurs constatées.

Les deux systèmes prennent également en compte des facteurs qui souvent constituent des obstacles ou des handicaps à la collecte d'une bonne information; ce que la MARP appelle les "biais".

Cependant, il convient de souligner le fait que les animateurs de la radio rurale sont généralement connus par les auditeurs, ce qui favorise leur intégration et leur acceptation. C'est un incontestable avantage pour la collecte des informations. Par ailleurs, la radio connaît une forme d'interaction avec la population qui lui est particulière : l'émission publique.

Pour le cas de la radio rurale, il est vérifié que ce genre de rencontre avec les paysans est vécu partout dans toute l'Afrique comme une véritable fête populaire. C'est lors de ces " évènements " que le chercheur recueille d'une façon très vivante des informations parfois rares sur les véritables préoccupations de la population. Ces jeux publics ne doivent cependant pas les détourner des objectifs recherchés. Les résultats, doivent être restitués par après sous différentes formes (cartes, diagrammes, calendrier, matrices, graphiques, tableaux, etc.)

Cependant, s'il est possible de conjuguer certains outils de la MARP à ceux de la radio rurale, des différences existent en termes d'adaptation. Il ressort de l'expérience que le transect, par exemple, peu connu ou peu usité par la radio rurale, se

prête bien à une utilisation "radio" : il permet de retransmettre une présentation "vécue" du milieu, se prête à des investigations supplémentaires (au fil des rencontres le long du transect), et est une mine dans laquelle on peut puiser bien des sujets pour la production d'autres magazines (agriculture, extension de l'urbain, gestion des déchets, divagation des animaux, feux de brousse, santé et plantes médicinales).

[L'utilisation de tableaux-matrice se révèle plus difficile à gérer pour une radio car le processus est long et très "visuel", mais peut être particulièrement intéressant lors de l'interprétation-explication des tableaux avec les différents interlocuteurs - NDLR].

PRÉREQUIS MÉTHODOLOGIQUES ET PROTOCOLE POUR UNE ADAPTATION DES MÉTHODES PARTICIPATIVES EN RADIO AUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

Différents éléments doivent être considérés pour l'adaptation des méthodes participatives à une utilisation de la radio dans le contexte de projets de développement. Ces éléments sont reliés à une démarche d'identification-suivi-évaluation de programmes de développement *[Bien que cette orientation de la radio à des objectifs de développement ne soit pas indispensable et ne devrait pas faire dévier l'usage de l'outil vers le renforcement de l'intercommunication au sein des communautés et entre communautés - NDLR].*

- Il faut que les équipes de radio rurale en charge d'une enquête sociale aient une idée précise des objectifs poursuivis de manière à pouvoir, à leur tour, les expliquer aux populations concernées. Ce travail préliminaire doit être fait à la station même.
- Des réunions communautaires avec la population, spécialement avec les notables sont impératives, avant même le début effectif de l'enquête pour connaître l'historique du village, les préoccupations des gens, les projets déjà en cours, la situation politique et sociale dans le village. C'est le moment de chercher des informations pour l'élaboration d'une carte du village, avec ses installations, ses activités, la taille de sa population, ses concessions, ses richesses.... C'est donc plus qu'un travail de repérage.
- Une descente sur le terrain durant plusieurs jours est nécessaire pour se familiariser avec le terroir, ses problèmes et ses opportunités majeures grâce à des outils empruntés à la MARP, le transect avec les informateurs-clés, des interviews semi-structurés dans le terroir même. C'est également le moment de discuter avec les paysans de leurs problèmes, de les analyser avec eux, d'élaborer une carte mentale du terroir, de faire des interviews avec des personnes ressources.
- Il faut ensuite analyser véritablement les stratégies et les problèmes prioritaires, catégorie par catégorie grâce à des interviews individuelles notamment - ce qui est une spécialité radiophonique. C'est ici le moment de sortir les appareils d'enregistrement, les micros et les câbles... *[Des outils empruntés à la MARP, comme le diagramme de Venn seraient aussi d'un précieux secours pour connaître notamment les institutions du village et leurs inter-relations dans une perspective de repérage des principaux groupes concernés - NDLR]*



(Photo : GRET)

- Les équipes de radio rurale pourraient ensuite se retrouver entre elles pour les premières synthèses et analyses des opportunités de recherche et d'action. Ces résultats seraient restitués et donneraient lieu à de nouvelles réflexions collectives (enregistrées éventuellement retransmises), focalisées sur les problèmes prioritaires évoqués par les paysans, leurs causes et leurs conséquences.
- Cette étape précédente conduirait tout naturellement à l'analyse et à la hiérarchisation des possibilités de solution. Toujours dans le souci participatif, il est important d'obtenir le consensus des populations concernées sur les activités à mener, précisément leur part à apporter dans la résolution de leurs problèmes, et ce qu'elles demanderaient comme assistance extérieure. Dans la très pure tradition de la radio rurale, c'est dans une émission publique avec des prix à distribuer aux gagnants que se déroulerait cette étape [A moins que l'esprit de compétition ne l'emporte sur une véritable négociation sur les enjeux - NDLR].
- La dernière étape étant la restitution synthétique, avec les notables ou interlocuteurs de tout ce qu'on se serait fixé, puis la finalisation d'un rapport de terrain par des personnes-ressources, suivi d'une évaluation interne du travail fait par des équipes d'investigation.

CONCLUSIONS

Dans plusieurs pays africains la radio rurale a été utilisée à des fins de campagne, ou comme diffuseur d'information toutes faites, au lieu d'accomplir sa vocation première d'être la propriété des ruraux et donc de leur permettre de construire leur

propre information. Modifier cette situation suppose d'adopter de nouveaux principes et méthodes d'investigation, par exemple, de type MARP.

Ces techniques pourraient être enseignées dans les écoles de journalisme et de communication, notamment au CIERRO de Ouagadougou, ainsi que dans d'autres séminaires et ateliers rassemblant journalistes et communicateurs. Le nouveau défi posé pour les écoles de formation en communication serait alors d'arriver à renouveler les équipes actuelles de radio rurale et de rehausser leur niveau de base, afin de devenir un véritable outil de développement et sortir de la routine installée dans beaucoup de stations de radio.

[Par rapport aux démarches d'appréhension des problèmes par les méthodes MARP et PIPO, le recours à la radio a le mérite de laisser une trace accessible à l'ensemble de la population, en principe à tout moment (sous forme de cassettes). Cette trace peut servir "d'étalon" lors de processus ultérieurs de suivi-évaluation. Elle peut également servir de "témoin" lors de litiges éventuels ou de malentendus. Le principe étant alors que tous changements aux objectifs et activités "programmés" devraient à nouveau faire l'objet d'un enregistrement en présence des différents groupes concernés (les groupes légitimés pour gérer les intérêts collectifs : coutumiers, associations, ONG, etc...). L'enregistrement médiatiserait en quelque sorte l'idée de "cadre logique" et en faciliterait la maîtrise par les populations. De là à ce que la traduction en langue française de ce genre de documents serve pour des requêtes en financement, il y a encore un pas important à franchir, mais qui pourrait se révéler déterminant dans certains contextes - NDLR].



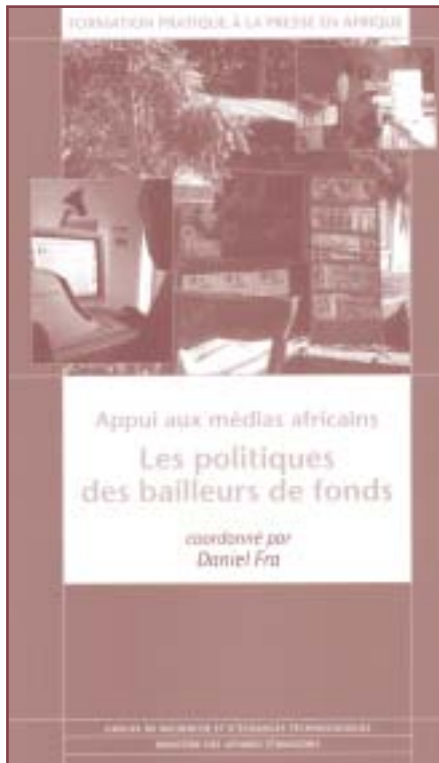
Chronique de livres

Recherche sur le thème du trimestre

Radios et médias en général

APPUI AUX MEDIAS AFRICAINS : LES POLITIQUES DES BAILLEURS DE FONDS

Daniel Fra
GRET, Paris, 2000, 222 p.
Réf. COTA : 163/FRA/a



L'APPORT DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION DANS LES RAPPORTS ENTRE LA VILLE ET LE MONDE RURAL

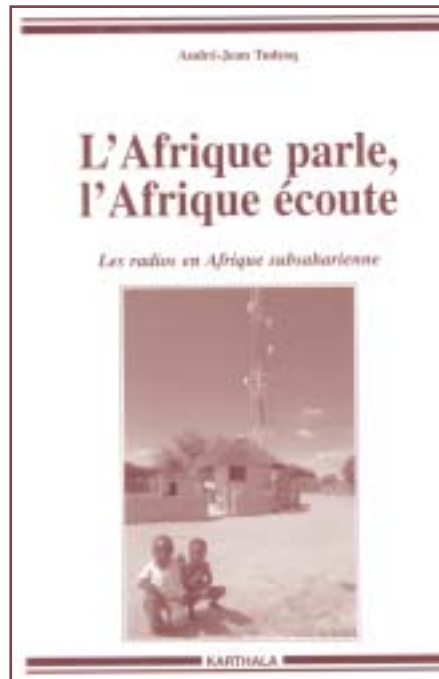
Mendo Ze G.
In: Citadins et ruraux en Afrique subsaharienne, p.119-125
Karthala, Paris, 2000
(Coll. Cahier de l'UCAC, n°4)
Réf. COTA : 132/KAR/c

JOURNAUX ET RADIOS EN AFRIQUE AU XIXe ET XXe SIECLES

A.-J. Tudesq, S. Nédélec
GRET, Paris, 1998, 197 p.
(Coll. Formation pratique à la presse en Afrique)
Réf. COTA : 163 /TUD/j

L'AFRIQUE PARLE, L'AFRIQUE ECOUTE : LES RADIOS RURALES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

André-Jean Tudesq
Karthala, Paris, 2002, 315 p.
(Coll. Hommes et sociétés)
Réf. COTA : 363.3/TUD/



LES PAYSANS A LA CONQUETE DE LEURS RADIOS

IN :Spore, n°97, février 2002, p.4-5
Consultable au COTA

Guides techniques

L'ANNONCE RADIOPHONIQUE : FORMATION

Jean-Baptiste Ilboudo
IN :Convergences, n°51, janvier-février 2002, p.5-6
Consultable au COTA

CRÉER UNE RADIO ASSOCIATIVE OU COMMUNAUTAIRE : LES PREALABLES

In : Convergences, n°47, mai-juin 2001, p.3-9
Consultable au COTA

ZOOM SUR NOS RADIOS RURALES : LE CHEMIN DE CROIX DES ANIMATEURS

Paul Eric Nzogni
In: Voix du Paysan (La), n°114, juillet 2001, p.23
Consultable au COTA

CREER, GERER ET ANIMER UNE RADIO

J.-M. Brosseau, J. Soncin
GRET, Paris, 1998, 158 p.
(Coll. Formation pratique à la presse en Afrique)
Réf. COTA 163.3 /BRO/c

QU'EST-CE QUE LA RADIO COMMUNAUTAIRE : UN GUIDE PRATIQUE

AMARC Afrique, PANOS Southern Africa, 1998, 132 p.
Réf. COTA : 163.3/AMA/q



REUSSIR SON PASSAGE A LA RADIO

M. Guiraud, L. Bourdon
Armand Colin, Paris, 1991, 123 p.
Réf. COTA : 163.3 /COL/r

RADIO LOCALE MODE D'EMPLOI

J. Kouchner
CFPJ, Paris, 1991, 118 p.
Réf. COTA : 163.3 /KOU/r

LES MILLE ET UN MONDES : MANUEL DE RADIO RURALE

F. Querre
FAO, Rome, 1991, 215 p.
Réf. COTA : 163.3 /FAO/M



Etudes de cas

STRATEGIES D'ACCES A L'INFORMATION HORS DES GRANDS RESEAUX DE COMMUNICATION : L'EXPERIENCE DE LA FRANCOPHONIE EN MATIERE DE RADIO LOCALE

Jean-Pierre Lamonde
In: Liaison Energie Francophonie, n°51, 2e trim. 2001, p.31-33
Consultable au COTA

POUR UNE DEFINITION DU CONTENU DES TELECENTRES : COMMENCER PAR LES BESOINS ET ELARGIR L'AUDIENCIE DES TELECENTRES EN LES RELIANT A LA RADIO RURALE LOCALE DE TYPE COMMUNAUTAIRE

J.-P. Ilboudo
FAO - SD Dimension, Rome, 2000, 17 p.
Réf. COTA 163.6 /ILB/p

LA BANQUE SON PANOS : PARTENAIRE DES RADIOS AFRICAINES

J. Deflander
IN :Echos du COTA, n° 80 - septembre 1998, p.13-14
Consultable au COTA

LA PASSION RADIO - 23 EXPERIENCES DE RADIO PARTICIPATIVE ET COMMUNAUTAIRE A TRAVERS LE MONDE

P. Berque, E. Foy, B. Girard
Syros, Paris, 1993, 273 p.
Réf. COTA : 163.3 /FPH/p

UNE EXPERIENCE D'ANIMATION COMMUNAUTAIRE EN GUINEE BISSAU - RADIO QUARTIER

C. Schwarz Silva
IN :Antipodes (anc. Peuples et Libérations), n° 139, décembre 1997, p.27-30 p.
Consultable au COTA

Reuves

ECHOS : BULLETIN POUR LES PARTENAIRES DU RESEAU DE RADIOS RURALES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Réseau de radios rurales des pays en développement, Ontario
Trimestriel. - ISSN 1186-76-868
Site Internet de la revue :
<http://www.farmradio.org>

CONVERGENCE : BULLETIN DE LIAISON DES RADIOS RURALES

Cierro, Ouagadougou
Bimestriel. -ISSN 0796-5575
Site Internet : <http://www.cierro.org>

Sites Internet

IPDC - THE INTERNATIONAL PROGRAMME FOR THE DEVELOPMENT OF COMMUNICATION

<http://www.unesco.org/webworld/ipdc/>
Au cours des 20 dernières années, suivant les décisions et les directives du Conseil intergouvernemental d'IPDC, le programme a fait des efforts considérables afin d'améliorer ses méthodes de travail et pour recentrer ses 900 projets sur les priorités les plus pressantes dans le développement de la communication dans plus de 130 pays en voie de développement. Les efforts de l'IPDC ont eu un impact remarquable sur une large gamme des champs couvrant, entre d'autres, la promotion de la liberté de la presse, l'indépendance des médias et le pluralisme ; les médias communautaires, le développement des ressources humaines pour les médias, la modernisation des agences de presse nationales et régionales, des radios aussi bien que des organismes de télévision. (en anglais).

RADIO-LOCATOR
<http://www.radio-locator.com>

Le moteur de recherche de stations de radio sur Internet le plus complet. Plus de 10.000 sites de radios et plus de 2500 flux audio sont référencés et accessibles via le site. Un bon moyen pour trouver et écouter une radio émettant à l'autre bout de la planète.

GRUPE MULTIMEDIA FINZAN-COM
<http://www.urcaf.org/assos/afrique/finzan/index.php3>

Le groupe Multimedia Finzan-Com a été créé le 8 mars 1991, juste avant la fin de la dictature militaire au Mali. Il a pour vocation et raison sociale de donner la parole aux femmes et donc de leur servir d'espace de dialogue et de communication.

Le groupe compte entre autres un volet AUDIO appelé "Jonction Voix des Femmes" qui présente différentes radios africaines.

FONDATION HIRONDELLE
<http://www.hirondelle.org/>

La Fondation Hirondelle est une organisation de journalistes qui crée des médias en zones de crises. C'est la seule organisation au monde qui ait accumulé une expérience spécialisée dans ce domaine. Dans ces situations là, les intervenants traditionnels se retirent, à cause de l'insécurité, des risques physiques, et parce que l'argent investi dans des projets de développement risque de ne servir finalement à rien. Mais une radio indépendante joue un rôle immense en faveur de la paix : dissiper les rumeurs, maintenir l'attention sur les faits réels, éviter les propagandes.

INSTITUT PANOS
<http://www.panosparis.org/>,
<http://www.panos.sn>

L'Institut PANOS est une organisation non gouvernementale internationale (O.N.G.I.) qui a pour double objectif de renforcer les médias des pays du Sud et d'appuyer la production d'informations sur certains thèmes prioritaires. Les thématiques auxquelles Panos accorde une attention prioritaire sont notamment le pluralisme de l'information, le rôle des médias dans la prévention et la gestion des conflits, les relations entre migration et développement, le sida, la globalisation, etc. A l'aire des nouvelles technologies de l'information, Panos s'attache à faire valoir le rôle central que jouent l'information et la communication dans le développement des sociétés du Nord et du Sud.

L'AMARC

<http://www.amarc.org>

L'AMARC est une organisation non gouvernementale internationale au service du mouvement de la radio communautaire, composée d'environ 3000 membres de 110 pays. Elle tient lieu de réseau d'échange et de solidarité entre les radiodiffuseurs

communautaires, et vise principalement à coordonner et à faciliter la coopération et l'échange entre ces derniers.

L'ECHO DES ONDES LIBRES

<http://www.ondeslibres.com/>

Ce projet vise à mettre en valeur les

radios de proximité comme outil d'expression, d'information, de développement durable et de sauvegarde des cultures locales. Il s'intéresse aux communautés francophones du monde, aussi bien d'Afrique, d'Océanie, d'Asie que d'Amérique. Une série de reportages et de dossiers sont consultables sur le site.

Nouvelles acquisitions

Vous pouvez retrouver la liste complète des nouvelles acquisitions du centre de documentation sur notre site (<http://www.cota.be/cdoc.html>) ou encore la recevoir par courrier électronique (sur demande : catherine.sluse@cota.be)

L'HABITAT URBAIN POPULAIRE EN TERRE A CUSCO (PEROU)

Wilfredo Carazas Aedo, UNESCO, Paris, CRATerre-EAG, Villefontaine, 2001, 48 p. (Coll. Etablissements humains et environnement socio-culturel, n°50)
Réf. COTA : 721/CAR/r

Cette monographie traite de l'habitat populaire en adobe de la ville de Cusco et est rédigée par l'architecte péruvien Wilfredo Carazas Aedo, chercheur associé du laboratoire CRATerre de l'Ecole d'Architecture de Grenoble. Le propos de Wilfredo Carazas Aedo est clair. Au delà de la présentation du milieu géographique et du contexte urbain de Cusco, il nous montre comment cet habitat en terre populaire fonde ses références dans des invariants typologiques des époques préhispaniques, réinterprétant une conception spatiale et fonctionnelle des habitats vernaculaires des villages andins s'adaptant aux contraintes du foncier urbain (murs de clôture), puis des époques hispano-coloniales, dans une version simplifiée et réduite en dimensions de la maison à cour. L'auteur analyse ensuite les facteurs socio-économiques qui conditionnent une forme de "bidonvilisation" périphérique, de "taudisation" du centre historique ancien résultant d'une forte pression migratoire de populations démunies, qui imposent un habitat précaire mais aussi une accélération d'un processus d'occupation des sols sur un mode informel et par étapes successives.

Wilfredo Carazas Aedo nous fournit aussi

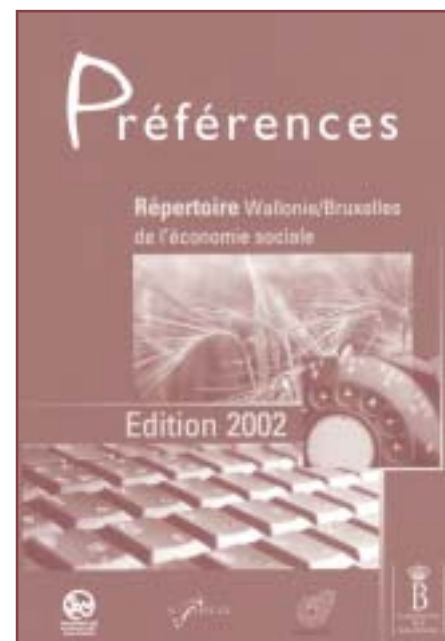
une description typologique de ces habitats construits avec le concours essentiel de maçons "immigrés" venant travailler à Cusco aux saisons d'attente des récoltes, après les semailles. Cette monographie très intéressante fournit également une description des pratiques de construction et des systèmes construits, tout en restituant le processus d'occupation des sols par la présentation de la séquence de développement des chantiers populaires permettant de franchir l'incertitude du "provisoire" pour pouvoir en fin de parcours vivre sous un toit durable.

Diffusion : UNESCO - 7, place de Fontenoy - 75352 Paris 07 SP - France

PREFERENCES : REPERTOIRE WALLONIE / BRUXELLES DE L'ECONOMIE SOCIALE SAW,

Monceau-sur-Sambre, Fondation Roi Beaudouin, Bruxelles, 2002, 160 p.
Réf. COTA, Répertoire 601/FRB/p

De plus en plus de personnes sont sensibles aux valeurs des entreprises auxquelles elles achètent leurs produits. En 1998, pour répondre à ce besoin, paraît le "Répertoire des biens et services solidaires" dont l'ambition est de guider les consommateurs vers des petites et moyennes entreprises (ou associations) d'économie sociale pour l'achat de biens et services à plus-value sociale. La formule a connu un grand succès. En effet, alors qu'elle est épuisée, la première édition reste une véritable référence pour nombre de consommateurs, ainsi que pour les acteurs de l'économie sociale. Aujourd'hui, la Fondation Roi Baudouin, Solidarité des Alternatives Wallonnes, Febecoop et Syneco présentent Préférences, la seconde édition du répertoire. Plus petite et plus maniable que sa grande sœur, Préférences offre un accès aisé aux coordonnées de plus



de 300 entreprises d'économie sociale actives dans 46 secteurs d'activité.

Diffusion : Centre de diffusion Fondation Roi Baudouin - BP 96 XL 1 - 1050 Bruxelles. Tél. 070/23 37 28 Fax. 070/23 37 27. E-mail : publi@kbs-frb.be

PEUPEMENT ET EVOLUTION AGRAIRE AU MORELOS (Mexique)

Patrick Livenais, L'Harmattan, Paris, 2001, 156p. (Coll. Populations)
Réf. COTA : Gé Mexique

Dans l'Etat mexicain du Morelos, qui fut celui de Cortés et de Zapata les liens entre le peuplement et le développement de l'économie sucrière sont séculaires et complexes : le peuplement dynamise l'économie ou au contraire en suit les évolutions. L'ouvrage retrace ainsi les conditions économiques et démographiques de l'émergence et du développement des haciendas sucrières depuis la période

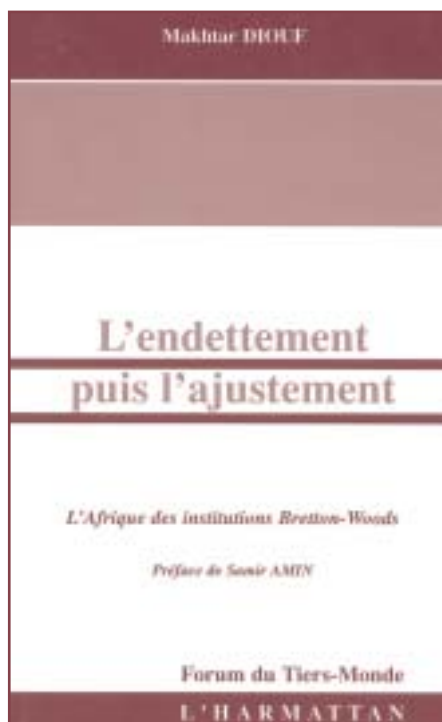
coloniale et les premiers temps du Mexique indépendant, jusqu'au Porfiriato et la révolution de 1910. Il se poursuit au XXe siècle, longues séries statistiques à l'appui, par l'analyse des convergences puis de la rupture entre l'évolution du peuplement et les profondes transformations de l'économie sucrière : réformes agraires de 1922 et 1991, réorganisations successives de la production agricole et industrielle. Alors que la culture de la canne à sucre est surtout connue pour ses conséquences sociales très fortes, l'intérêt de l'ouvrage tient dans la démonstration de la "capacité peuplante" de cette culture de rente.

Diffusion : L'Harmattan - 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique - 75005 Paris - France
Site : <http://www.editions-harmattan.fr>

L'ENDETTEMENT PUIS L'AJUSTEMENT: L'AFRIQUE DES INSTITUTIONS

BRETTON - WOODS

Makhtar Diouf, L'Harmattan, Paris, 2002, 230p. (Forum du Tiers - Monde)
Réf. COTA : 110/DIO/e



Ce livre fait une rétrospective des économies africaines telles que modelées par la Banque mondiale et le FMI à travers l'endettement et l'ajustement au cours des vingt dernières années. Avec à l'arrivée, une plus grande vulnérabilité et l'extension-profondissement de la pauvreté. Trois

études de cas, avec le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, réputés "bons élèves de l'ajustement" permettent de s'en faire une idée concrète. Au-delà de présentation descriptive (données statistiques) inévitable, surtout pour la dette, l'étude met à nu la base théorique-idéologique de la politique d'ajustement structurel dans toute sa fragilité. Elle montre ainsi que l'endettement et l'ajustement sont indissociables en tant que deux faces d'une même stratégie, celle de la mondialisation, telle que conçue pour l'Afrique et le tiers monde dans son ensemble.

Diffusion : L'Harmattan - 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique - 75005 Paris - France
Site : <http://www.editions-harmattan.fr>

LE DEVELOPPEMENT EN PROJETS : CONCEPTION, REALISATION, ETUDE DE CAS

Stéphane Madauce, L'Harmattan, Paris, 2002, 282 p.
Réf. COTA : 116/MAD/d



L'Aide-projet constitue une part importante de l'Aide publique au développement mais son fonctionnement est mal connu. Quant à ses résultats effectifs, ils sont souvent brouillés. Ce mode de coopération est critiqué à juste raison lorsqu'il donne lieu à des bilans de complaisances de la part de professionnels du

développement. Mais où se situe la réalité ? Cet essai se veut une première réponse, en procédant à l'analyse critique d'un échantillon représentatif d'une vingtaine de "projets", plus ou moins aboutis, dont l'auteur a été l'évaluateur. Le constat ne dissimule pas les faiblesses de chaque opération car il se veut avant tout constructif en débouchant sur quelques mises en garde et conseils "aux utilisateurs". Les concernés par le Développement - Etats demandeurs, agences d'aide, ONG partenaires, consultants, citoyens de pays donateurs et bénéficiaire - sont invités à ce partage d'expérience qui va relancer le débat du "QUE FAIRE ? & COMMENT FAIRE ?"

Diffusion : L'Harmattan - 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique - 75005 Paris - France
Site : <http://www.editions-harmattan.fr>

MANUEL DE GESTION DES SERVICES QUESTIONS-REPONSES

CTA Wageningen, 2001, 130 p.
Réf. COTA : 164/CTA/m

Cet ouvrage est un guide réalisé à l'intention des responsables chargés de la mise en place d'un service questions-réponses (SQR), notamment des personnes spécialisées dans l'information agricole et autres sujets du même ordre. Son contenu intéressera particulièrement les conseillers d'information dont la tâche est de faire le point sur les SQR déjà en place et de recommander des améliorations. Cet ouvrage a été préparé par l'équipe de la Fondation pour la gestion au service du développement.

Ce manuel aidera le lecteur à, entre autres, définir ou redéfinir la mission d'un SQR, déterminer les groupes cibles et leurs besoins ainsi que les services d'information correspondants et les priorités en la matière, identifier les partenaires et collaborateurs potentiels, ... Trois études de cas sont présentées en fin d'ouvrage à des fins de comparaison et de référence. La quatrième annexe présente un cahier conçu de manière à suivre les principales étapes de la mise en place ou de l'évaluation d'un SQR. Ce guide est donc un recueil d'informations et de suggestions qui permettront à l'utilisateur de répondre aux questions susceptibles de se présenter au cours de cette importante activité pour le développement de l'agriculture dans les pays ACP.

*Diffusion : CTA - Postbus 380 - 6700
AJ Wageningen - Pays-Bas
Site : <http://www.cta.nl>*

**MUSEUMS AND URBAN CULTURE IN
WEST AFRICA**

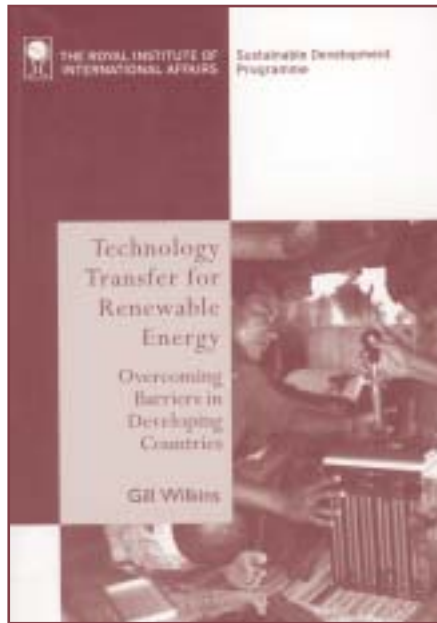
Alexis B.A. Adande, Emmanuel Arinze,
Ed. James Currey, Oxford, 2002, 168 p.
Réf. COTA : 135/ADA/m

Cet ouvrage contient les actes de l'atelier international "Musées et culture urbaine" qui s'est tenu à Accra, au Ghana, du 24 au 28 juin 1996. La rencontre a réuni 23 participants de huit pays d'Afrique de l'Ouest, du Kenya et du Royaume-Uni. Il est la continuation du tout premier atelier organisé par le Programme des Musées d'Afrique de l'Ouest (WAMP) intitulé "Musées et la communauté en Afrique de l'Ouest (Lomé, Togo, 1985) et les deux suivants "Musées et archéologie" (Abidjan, Côte d'Ivoire, 1993) et "Musées et histoire" (Ouidah, Bénin, 1995). Pourquoi les musées africains devraient s'intéresser à la culture urbaine ? Et la question préalable est : qu'est-ce que la culture urbaine ? Que savons-nous des origines du phénomène urbain en Afrique ? Ce sont à ces questions que les participants des ateliers se sont efforcés de trouver des réponses. Cet atelier fournit une vue d'ensemble de l'état actuel des recherches des aspects majeurs du phénomène et de la culture urbaine et un forum consignait les efforts faits par de nombreux musées pour intégrer à leurs programmes et collections des produits de créativité urbaine.

*Diffusion : James Currey - 73 Botley Road
- Oxford OX2 0BS - UK, Tel: +44 (0)1865
244 111 Fax: +44 (0)1865 246 454
Site : <http://www.jamescurrey.co.uk>*

**TECHNOLOGY TRANSFER FOR
RENEWABLE ENERGY : OVERCOMING
BARRIERS IN DEVELOPING COUNTRIES**

Gill Wilkins, The Royal Institute of
International Affairs ; Earthscan,
Londres, 2002, 237 p.
Réf. COTA : 102/WIL/t



Technology transfer for renewable energy est un livre pratique sur les moyens d'accélérer et faciliter le transfert des technologies en énergies renouvelables aux pays en développement. Les énergies renouvelables ont un énorme potentiel pour contribuer au développement durable, à la protection de l'environnement et pour atteindre les objectifs du développement international (IDTs) pour la réduction de la pauvreté.

Ces énergies offrent des opportunités considérables d'investissement, surtout pour les pays ayant besoin de développer rapidement leur alimentation et infrastructures en énergie. L'auteur s'inspire d'études de cas (en Indonésie, aux Philippines, au Vietnam, en Thaïlande, dans le Pacifique Sud, au Kenya et en Inde) pour expliquer les principaux obstacles au succès du transfert de ces technologies, du rôle des acteurs clés et de la façon dont on pourrait utiliser le mécanisme du développement propre du Protocole de Kyoto pour stimuler les investissements et un marché pour l'approvisionnement en énergies propres. Ce livre constitue un outil important et précieux pour les

planificateurs et les preneurs de décisions, et pour l'investissement communautaire, ainsi que pour les spécialistes de l'environnement et du développement y compris les universitaires, les consultants, les promoteurs et les fabricants.
*Diffusion : Earthscan Publications Ltd
- 120 Pentonville road - London N1 9
JN - UK
Site : <http://www.earthscan.co.uk>*

**IMPROVING NUTRITION THROUGH
HOME GARDENING : A TRAINING
PACKAGE FOR PREPARING FIELD
WORKERS IN AFRICA**

FAO, Rome, 2001, 273 p.
Réf. COTA : 500/FAO/i

Cette publication est prévue pour la formation d'agents du développement communautaire, de l'extension agricole, de l'économie domestique, de la santé et de la nutrition, travaillant avec les ménages et les communautés. On trouve les jardins domestiques dans beaucoup de zones humides et sous-humides d'Afrique. Ces jardins sont une tradition établie et offrent un grand potentiel d'amélioration de l'approvisionnement en nourriture des ménages. Les jardins domestiques peuvent permettre de cultiver différentes sortes de légumes, fruits, produits agricoles de base, plantes médicinales et épices mais aussi d'élever des animaux et des poissons. Même un petit bout de terrain, s'il est bien géré, peut devenir une contribution substantielle pour les besoins en nourriture des ménages et l'amélioration de la nutrition. Ce guide de formation combine la production alimentaire et les problèmes nutritionnels, et fournit un ensemble de documents détaillé pour les formateurs de terrain qui veulent aider les familles et les communautés à améliorer la production alimentaire et ajouter une valeur nutritive à leur alimentation.

*Diffusion : FAO - via delle terme di
Caracalla - 00100 Rome - Italie
Site : <http://www.fao.org/catalog/giphomef.htm>*



Formations

Evénements

Formations, Stages

05 - 16 août 2002

Dakar - Sénégal

L'approche Genre dans le

secteur de

**l'approvisionnement en eau
potable et l'assainissement**

Objectifs :

Amener les participants à reconnaître et analyser les disparités de Genre, leurs origines, et leurs effets tant au niveau individuel, organisationnel que communautaire avec des outils performants et adaptés ;

Trouver une définition opérationnelle des concepts de base de l'approche Genre et évaluer le degré de sensibilité au Genre d'un projet de développement ;

Identifier des voies et moyens de résoudre les problèmes relatifs aux questions de Genre et vaincre les résistances.

Programme

Le programme proposé s'appuiera sur le cheminement suivant : Expériences ; Réflexions ; Généralisation ; Application.

Ainsi, quatre axes fondamentaux seront suivis : Expériences des participants à travers les différentes études de cas présentés ; Réflexion sur les disparités de Genre au niveau personnel et interpersonnel ; Consensus sur le concept appliqué dans le domaine de l'eau et l'assainissement ; Différents outils de l'analyse Genre. Ces différents outils de l'analyse Genre. Ces différents outils seront testés au cours de la formation dans le cadre de programmes/ projets d'eau et d'assainissement.

19 - 25 août 2002

Auberge de la jeunesse Georges

Simenon (Liège - Belgique)

**"Eduquer au développement,
une autre façon de coopérer"**

Cette formation s'adresse aux animateurs désireux de concevoir ou

d'approfondir des activités d'éducation au développement: animateurs socioculturels et des ONG, animateurs des mouvements associatifs, enseignants, ...

Pour tout renseignement, adressez-vous à ITECO

Rue Renkin 2

1030 Bruxelles

Tél: 02 243 70 30

Fax: 02 245 39 29

Email: iteco@iteco.be

**Master of science (MSc) in
organisational change and
development with diploma**

Pathway

**Creating Agents of
Organisational Change**

Commencing annually in September

12 months full-time

24 months part-time

Institute for development policy and management

The University of Manchester

Crawford House

Precinet centre

Oxford Road

Manchester M13 9GH

United Kingdom

Tel: +44 (0) 161-275 2800/2804

Fax: +44 (0) 161-273 8829

E-mail: idpm@man.ac.uk

Web: www.man.ac.uk

2nd -13th september 2002

Reading, UK

**Dealing with data from
participatory studies: Bridging
the gap between qualitative
and quantitative methods.**

The aim of the workshop is to help participants to achieve an optimal combination of PRA tools and statistical principles for dealing with qualitative and quantitative information collected

in participatory studies. The workshop will include sampling, designing tools for information management, data handling, and analysis techniques that are relevant for social mapping, trend analysis, ranking and scoring, and seasonal calendars. Participants are encouraged to bring along datasets and analysis issues that concern them directly. Data analysis work will be based on the statistics software package INSTAT, and MS Excel. Participants do not need to have prior statistical knowledge to attend this workshop. However, basic computing skills will be needed.

For further information contact:

Mrs Lorna Turner;

Statistical Services Centre, The University of Reading, Harry Pitt Building, Whiteknights Road, P.O. Box 240, Reading RG6 6FN, UK.

Tel: +44 (0) 118 931 8025

Fax: +44 (0) 118 975 3169

Email: L.E.Turner@reading.ac.uk

Website: <http://www.reading.ac.uk/ssc>

16-20 september 2002

Participatory Appraisal

**Workshop an intensive 5 day
workshop**

The term Participatory Appraisal (PA) describes a growing family of approaches and methods which enable local people to appraise and share their knowledge of life and local conditions, in order that they can analyse, plan and act on these ideas. Through PA, local groups are able to identify their own priorities and make their own decisions about the future. During the PA process, information comes from the local people, is shared between them and owned by them. There are many applications of PA; it has been used in natural resource management, programmes for the poor, health and food security in rural and urban situations. Numerous case studies have indicated that the quality of information shared amongst local people is highly

reliable and valid. While development of this methodology was initiated in the South it is now extensively used in both southern and Northern setting in both rural and urban environments.

Further information can be obtained by contacting Vikki Hilton at The Institute of Ecology and Resource Management, Schools of Forestry and Ecological Sciences, The University of Edinburgh, Darwin Building, Mayfield Road, Edinburgh EH9 3JU.

Tel: +44 (0) 131 650 6439

Fax: +44 (0) 131 662 0478

Email: vikki.hilton@ed.ac.uk

Web:

<http://www.ierm.ed.ac.uk/shortcourses/participatory-appraisal.htm>

**16 septembre - 13 décembre
2002**

***Architecture et urbanisme pour
le développement***

Stage international de perfectionnement
Thématique 2002-05-29

“Dynamiques locales et maîtrise
territoriale”

Pour toutes informations et envois des
candidatures écrire à :

AUC - La Cambre asbl - Stage AUD

A l'attention de M. Gossé, Coordinateur
C/O Institut Supérieur d'Architecture
19 place Eugène Flagey à 1050 Bruxelles
- Belgique

Tél. : 0032 2 648 65 49

Fax : 0032 2 648 65 49

Ou par Email à : stage.aud@lacambre-archi.org

Site internet : <http://www.lacambre-archi.org/stage>

**23th-30th september 2002,
Delhi, India (fieldwork will be
arranged at appropriate
locations in India by
Development Tracks RTC)**

Basic Course in Participatory Monitoring
and Evaluation

These two training workshops are
designed on the principle of 'learning-
by-doing' by which the participants will
undergo a cumulative learning
experience from day one to the last day.
Some participatory methods to be
covered include semi-structured

interviews, group discussions, do-it-
yourself, lend-a-helping-hand, sketch
mapping, social mapping, poverty
grouping, seasonal food-livelihood
calendar, joint walks, time lines, matrix
scoring, Venn diagrams and
communication linkage matrixes,
empowerment matrixes, collaborative
frameworks, alternative livelihood
matrixes, negotiations and workshop
methods, etc. The fieldwork in both
courses will emphasise 'visual' methods,
and attitudes and behaviour for
effective communication and learning.
For further information about these
workshops, please refer to:
Development tracks, RTC, 52/82
Chittaranjan Park (Ground Floor), New
delhi 110019, India.

Tel: +91-11-6481824

Fax: +91-11-6480332

Email: neelamuk@del2.vsnl.net.in or
amimuk@nda.vsnl.net.in

07 au 18 Octobre 2002

Bamako - Mali

***La problématique de l'hygiène
et de l'assainissement en
milieu hospitalier : Quelle
alternative ?***

Objectifs :

Rendre accessibles sous forme simple,
les règles et pratiques de l'hygiène et de
la lutte contre les infections,
contribuant à la qualité et à la sécurité
des soins et créant un environnement
humain propice pour freiner la
propagation des infestions.

Identifier les problèmes
environnementaux généraux (eau,
déchets, alimentation) et définir la
surveillance de l'hygiène hospitalière et
ses aspects réglementaires.

Instaurer un cadre d'échange
d'information, de concertation et
d'apprentissage pour promouvoir
l'hygiène au sein des établissements de
soins.

Programme :

Connaissance de base nécessaire à la
mise en œuvre des mesures correctives ;
Situations pratiques et leur résolution ;
présentation des concepts et des
méthodes de l'hygiène hospitalière ;
Problèmes environnementaux généraux
qui se posent aux établissements de
soins (eau, air, déchets, alimentation,
...)

Surveillance, organisation et aspect
réglementaires.

14 - 31 October 2002
***Low-cost housing and
sustainable development***

After the presentation of scientific
considerations on the material earth and
of the main construction techniques,
this course offers a global approach to
the low-cost building construction
project : preliminary studies,
accessibility, construction quality and
cost elements. The participants will
then have the possibility to develop
certain issues related to their own
project with the technical assistance of
the course staff. The course is designed
for architects, engineers, higher
technicians, economists, having
experience in one of the following
positions : administrator or programme
manager at national and regional levels,
expert or technical advisor of
international agencies, governments and
voluntary organisations, project
manager, development worker,
researcher, entrepreneur.

Language : English.

Course fee : 2000 €.

For more information on the courses, or
to obtain an application form, please
contact :

CRATerre-EAG / Marina Trappeniers /
B.P. 2636 / 38036 Grenoble Cedex 2 /
France

Téléphone/Telephone : +33 4 76 40 14 39

Télécopie/Fax : +33 4 76 22 72 56

E-mail : craterre-eag.formation@grenoble.archi.fr

<http://www.craterre.archi.fr>

09 octobre - 26 novembre 2002

Louvain-la-Neuve (Belgique)

***Stage de formation en collecte
et analyse de données***

Conception, gestion et pilotage des
actions de développement

Le stage s'adresse aux responsables
d'ONG ou d'autres institutions de
développement. Il vise particulièrement
les gestionnaires de projets et de
programmes qui souhaitent acquérir les
moyens et les techniques pour mieux les
identifier et en apprécier l'impact. Le
programme du stage s'articule autour
des méthodes et outils qui peuvent être
mis en œuvre dans une ou plusieurs
étapes du cycle de projet, à savoir
l'identification, l'instruction,
l'exécution et l'évaluation.
Un élément central, qui sera transversal

et récurrent dans les différents modules, concerne les indicateurs : importance, intérêts, principes à respecter, interprétation.

Notre volonté sera de traiter en priorité les secteurs et les thèmes suivants : Les moyens de lutte contre la pauvreté et la précarité ; Les actions de lutte contre les inégalités liées au genre ; Les études

de santé et de planification familiale ; Les actions de protection de l'environnement et de développement durable

AIDEP asbl
Association Interdisciplinaire en Développement, Environnement et Population (asbl)
1, place Montesquieu, bte 17

B- 1348 Louvain-la-Neuve
Belgique

Tél. : 32-10-47 45 42

Fax : 32- 10-47 29 52

E-mail : aidep@sped.ucl.ac.be

Coordination générale: Isabelle Petit

Direction scientifique : Michel Loriaux

Etienne Verhaegen et Hélène Ryckmans

Evénements

21- 26 juillet 2002

Conférence du Congrès Mondial des Femmes. "Gendered Worlds: Gains and Challenges" Kampala (Ouganda)

Pour plus d'informations:

Department of Women and Gender Studies

Makerere University

PO Box 7062, Kampala, Ouganda

Fax: +256 41 54 35 39

Email: gendermu@africaonline.co.ug

Site Web: <http://www.makerere.ac.ug/womenstudies>

23-26 juillet 2002

Conférence Know How,

Qui s'inscrira dans le cadre du Congrès Mondial des Femmes, annoncé précédemment

Pour plus d'information :

Isis-WICCE, Griet, Onsea

Plot 32 Bukoto Street, Kamwokya,

PO Box 4934, Kampala, Ouganda

Tél : +256 41 543 953

Fax : +256 41 543 954

Email : isis@starcom.co.ug

Site Web : <http://www.isis.org.ug>

20-27 juillet 2002 Banff, Alberta, Canada

4e conférence internationale sur les tiques et les agents pathogènes transmis par les tiques (TTP 4).

Renseignements : TTP 4 Conference Secretariat
Département de Biologiques Sciences, University of Alberta Edmontonton

Tel: +(1-780) 492 1279

Fax: +(1-780) 492 9234

Email: TTP4@biology.ualberta.ca

28 July- 3 August 2002

XIV International Congress of the International Union for the Study of Social Insects (IUSSI) Sapporo (Japan)

Further details form: Professor Seigo

Higashi, Hokkaido University

Fax: +81 11706 4867

Site Web: <http://www.coop.hokudai.ac.jp/gakkai/iussi2002/>

26-30 août 2002

Congrès mondial sur la réduction des catastrophes Washington, Etats-Unis

Le Congrès mondial sur la réduction des catastrophes a été créé en 1999 afin de réunir les professionnels travaillant sur les catastrophes naturelles. Son objectif est d'établir les indicateurs de vulnérabilité sociale et environnementale et de trouver des solutions réalistes à ces catastrophes. Au nombre de ses objectifs, on trouve : la mise en place de stratégies mondiales pour prévenir les catastrophes naturelles, la mise en œuvre de forums régionaux pour démontrer l'efficacité de ces stratégies mondiales, la mise en place de centres internationaux afin de soutenir un développement durable.

Email : conf@asce.org

Site web :

<http://www.asce.org/conferences/>

September 2002

Water Resources and Environmental Management

For more information on the scientific content, contact the WREM programme director;

Ir. A.M. va, Lieshout:

Tel: +31 (0) 53 487 43 06

Fax: +31 (0) 53 487 43 36

Email: lieshout@itc.nl

2-11 Septembre

Sommet Mondial sur le Développement Durable Johannesburg, Afrique du Sud

Le Sommet Mondial sur le Développement Durable a pour ambition de faire le point sur les changements intervenus depuis la conférence sur l'Environnement et le Développement organisée par les Nations Unies à Rio de Janeiro. Cette conférence réunira non seulement des gouvernements mais aussi de simples citoyens. Des représentants de l'industrie et du secteur privé, des enfants et des jeunes, des agriculteurs, des délégués des populations locales, des ONG, des scientifiques, des travailleurs et des syndicalistes prendront une part active à la conférence. Le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a réuni un panel de personnalités (parmi lesquelles, on trouve l'Ambassadeur Hisashi Owada, le Docteur Kamla Chowdhry) afin de réfléchir sur les défis représentés par le développement durable et lui faire des recommandations pour la tenue du sommet

Email : olvida@un.org

Site web : <http://www.un.org>

4-6 September 2002

VIIIth International Symposium on hazards of Pesticides to Bees Bologna (Italia)

further details from: Dr Claudio Porrini

Fax: +39 (0) 51 251052

Email: cporrini@entom.agrsci.unibo.it

9-13 september 2002

**University of Coimbra -
Department of Civil
Engineering - Constructions
Laboratory Portugal
Housing Construction an
Interdisciplinary Task**

Conference secretariat
Rita Faria
Conference Secretariat
IAHS
Departamento de Engenharia Civil
Faculdade de Ciências e Tecnologia
Universidade de Coimbra
3030-290, Coimbra, Portugal
Tel : +351 239 797 204
Fax : +351 239 797 190

**September 9, 10 and 11, 2002-
05-29**

**Rio de Janeiro, Brazil
A Favorable Environment for
Micro and Small Enterprises**

For more information, check our
website: www.iadb.org/foromic
Or email us to: foromic@iadb.org
Micro, Small and Medium Enterprise
Division
Inter-American Development Bank
1300 New York Avenue NW
Washington, DC 20577

**EADI's 10th General
Conference;**

**19-21 september 2002 in
Ljubljana, Slovenia Eastern
Enlargement of the EU:**

Implications for development strategies
and development co-operation in the
21st Century
EADI - European Association of
Development Research and Training
Institutes
Kaiser Friedrich Strasse 11, 53113 Bonn,
Germany
Tel: (+49) 228 261 81 01
Fax: (+49) 228 261 81 03
Email: postmaster@eadi.org
Web: <http://www.eadi.org>

16-20 septembre 2002

**China International Hi-Tech
Convention & Exhibition Center
BEIJING
The International Rice
Congress 2002 will feature**

Info:
Dr. T.W. Mew, Chairman
DAPO Box 7777
Metro Manila, Philippines
Web Site: <http://www.irri.org/irc2002/index.htm>
Email: c.salonga@cgiar.org
Tél.: (63-2) 845-0563 (ext. 218)

22 au 27 septembre 2002

**Forum Mondial Drogues et
dépendances, enjeux pour
la société**

Lieu du Forum
Palais des Congrès de Montréal
Avenue Viger Ouest 201
Montréal (QC) Canada H2Z 1X7

02 au 05 octobre 2002

**7ème Foire Internationale de
l'agriculture**

Pour information :
Office des foires et expositions de
Casablanca
Rue Boukraâ 11 (en face de la grande
mosquée Hassan II) - Casablanca - Maroc
Tel : (212) 22 20 11 57 - 22 27 16 64 -
Fax : (212) 22 27 49 73 - 26 49 49
Email : foire@ofec.co.ma
Site : www.ofec.co.ma

3 au 6 octobre 2002

**Seconde édition de la Biennale
de l'environnement
Parc de la Bergère à Bobigny
(Paris)**

Information :
Véronique Gallais et Etienne Gerbal
ASTS - Association Science Technologie
Société
19 place de l'Argonne
75019 Paris
Tel. : 01 44 89 82 82
Fax : 01 40 35 27 73
Email : vgallais@asts.asso.fr

18-20 octobre 2002

**Geothermal Energy Resources
For Developing Countries Mal
de Plata, Argentina**

Prof. Jochen Bundschuh, Darmstadt
University of Technology, TUD
Darmstadt, Germany
Email: jochenbudschub@hotmail.com

14-19 octobre 2002

**Semaine Universités-
Développement ou Semaine de
la Coopération Nord-Sud**

Les Universités participant au projet
sont l'Ulg, l'ULB, les FUNDP, Gembloux
et l'UCL

L'objectif principal de cette semaine
d'information et de débats est de
remettre au centre des préoccupations
des étudiants et des chercheurs la
problématique des pays du Sud et de la
coopération ainsi que de tisser des liens
plus étroits entre les universités et les
autres acteurs de la solidarité et de
l'échange Nord-Sud : ONG, collectivités
locales, organismes régionaux,
syndicats, associations culturelles...

Le schéma général de la semaine sera
sensiblement le même dans toutes les
universités :

volet "réflexion de fond" par un
colloque ou des conférences,
volet "information pratiques" par des
bourses d'emploi, stands d'ONG...,
volet "culturel" par des expositions
d'artistes du Sud, festival de cinéma... et
volet "festif"

Information :
Stéphanie Merle
Louvain développement
Chemin de Florival 1
1348 Louvain-la-Neuve - Belgique
Tel : 0032 (0) 10 47 90 33
Fax : 0032 (0) 10 47 33 93
Site : <http://louvaindeveloppement.org>

22-24 octobre 2002-05-29

**Sustainable Energy Expo 2002 -
Demonstrating the Commercial
Opportunities For Sustainable
Energy
London, UK**

Alison Hunter/Natasha Gledhill,
International Business Events
29 Bresseden Place, London
SW1E 5DR, UK
Tel: +44 207 915 5533
Fax: +44 207 850 7502
Email: ahunter@iirltd.co.uk
Web: www.sustainable-expo.org

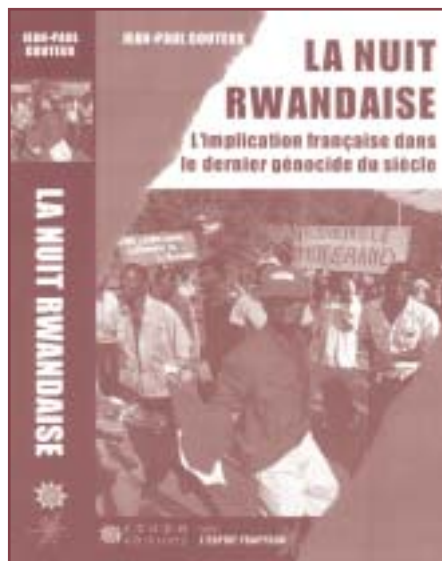


On nous informe

IZUBA-Editions annonce la parution de "La nuit Rwandaise"

L'implication française dans le troisième génocide du siècle. La Nuit rwandaise constitue une étude précise et argumentée. Ce livre détaille les soutiens militaires, les relais médiatiques et intellectuels qui ont été apportés en France à un nazisme tropical. L'implication politique française y est mise à nu, ses racines apparaissent : les liens et les affinités de François Mitterrand avec une nébuleuse d'extrême droite dont on retrouve l'idéologie au sein même de l'armée, en particulier dans l'ex-coloniale (les RPIMa) et les services secrets. Ces événements tragiques ont montré qu'un petit nombre d'officiers extrémistes, assurés de leur impunité et gestionnaire du secret-défense, noyautent les services et verrouillent la politique africaine. Car l'implication française dans le génocide s'est accompagnée d'une activité diplomatique intense : réhabilitation du dictateur-prédateur Mobutu, alliance avec le Soudan dont le régime affameur, massacreur et raciste était déjà, en 1994, un sanctuaire pour Oussama Ben Laden...

Avec 128 pages de documents visuels, soit près de 330 photos et 688 pages de textes, c'est, après les dissimulations de la mission Quilès, une mise au point essentielle, par le texte et par l'image, sur l'implication française dans le



génocide des Tutsi.

Ce livre est édité sous deux formes : une version illustrée, co-éditée par IZUBA éditions et L'Esprit Frappeur, au prix de 30 € et sous forme d'un gros Esprit Frappeur sans illustration, à 10 €.

Ces deux éditions sont normalement disponibles chez votre libraire, mais vous pouvez également les commander directement (franco de port), sur le site Web de L'Esprit Frappeur :

<http://www.editionsdagorno.com/> ou à l'adresse suivante :

NSP 7-9 passage Dagorno 75020 Paris (Chèque à l'ordre d'Agora : 30 € version illustrée et 10 € version Esprit-Frappeur)

Version illustrée (IZUBA) : 210 x 240 mm. ISBN : 2-910019-75-6 Réf. DAG053

Version Esprit-Frappeur : 105 x 170 mm. ISBN : 2-84405-087-5 Réf. EF109

Le GRAD vous présente sa dernière collection :

- Dossier d'expériences : "AIDER, C'EST PAS DONNE !" (4 cahiers d'étapes pour réfléchir au sein des Associations de Solidarité Internationale) Bernard Lecomte et Christophe Vadon (Format A4, Dessins couleur) Prix : 14 Euros + frais d'envois
 - Vidéo : "Les ONG du Sud : entre marteaux et enclumes" (VHS 35 minutes) Prix : 21 Euros + frais d'envois
 - Montage diapositives (adultes et adolescents) : "L'aide en question !" (48 diapositives, 1 cassette sonore, 1 livret) Prix : 32 Euros + frais d'envois
 - Livre : "Sahel : Les paysans dans les marigots de l'aide" (279 pages, A5) Prix : 20 Euros + frais d'envois
 - Livre-cassette (pour enfants) : "Dessine moi un cadeau" (livret A 5 richement illustré, cassette son) Prix : 11 Euros + frais d'envois
- Sur les thématiques proches :
- "cinq outils pour l'auto-évaluation"

- "Six outils pour construire des partenariats durables" *Commandes et plaquette de nos productions sur demande au : grad.fr@fnac.net. N'hésitez pas à découvrir nos autres collections et à consulter notre site : www.globenet.org/grad Manet, 74 130 Bonneville (France). Tél. 00 33/450 97 08 85 - Fax. 00 33/450 25 69 81 - grad.fr@fnac.net - www.globenet.org/grad*

"Zoom micro-finance" n°7, LES FONDS FINANCIERS PRIVES DE BOLIVIE

Le secteur de la micro-finance en Bolivie jouit d'un prestige mondial. Et pourtant il est actuellement en crise. Alors que les entités spécialisées en micro-crédit sont plus présentes que les banques commerciales dans l'ensemble du pays, différents phénomènes préoccupants ont fait surface : augmentation des retards de remboursement, surendettement de la clientèle et récession globale de l'activité économique.

C'est dans ce contexte délicat qu'il est important d'analyser l'expérience des institutions de micro-finance engagées dans un processus de formalisation en entité supervisée, les fonds financiers privés (FFP).

Quelles est la portée des changements en cours quelles en sont les conséquences notamment pour les bénéficiaires des institutions de micro-crédit "classiques", quels enseignements peut-on tirer de ces expériences menées dans l'un des pays de référence en matière de micro-finance ?

Ce septième numéro de "Zoom micro-finance" est téléchargeable en français, anglais et espagnol sur le site www.sosfaim.be à la rubrique "micro-finance"

Comment les 6 premiers numéros, cette publication est aussi disponible, gratuitement, sur simple demande à SOS Faim : tel. 00-32-2-511.22.38 E-mail : info@sosfaim.be

Dans la collection Populaire et développement

N°8 : Population, développement, environnement

Pour des regards interdisciplinaires
Par Leo APOSTEL

Préface de Jean Ladrière

Cet ouvrage reprend une série de six conférences que Léo Apostel fit, en 1993, dans le cadre de la chaire Franqui, au Département des Sciences de la Population et du Développement de l'Université catholique de Louvain sur "pour des regards interdisciplinaires sur des interactions population - environnement - développement".

Leo Aposel construit sa réflexion sur l'interdisciplinarité en s'appuyant sur une réflexion exemplaire autour des sciences de la nature autant que l'homme. Dans le cadre conceptuel de la théorie des systèmes, il pose des questions philosophiques centrales aujourd'hui. Celles-ci ressortissent tout autant de la logique et de l'éthique, de la philosophie du langage et de la théorie de l'action, que de la philosophie de la nature, de l'ontologie et de la métaphysique, en passant par l'épistémologie...

Leo APOSTEL, philosophe, est décédé en 1995. Il était professeur de l'Université de Gand. Il s'est occupé de toutes les questions qui appartiennent à la philosophie contemporaine.

N°9 : Savoirs et jeux d'acteurs pour des développements durables

Par Frédéric DEBUYST, Pierre DEFURNY & Hubert GERARD (eds.)

Cet ouvrage collectif aborde les dimensions écologiques, économiques et socioculturelles du développement durable sous un angle peu habituel. En effet, l'approche retenue est centrée principalement sur les acteurs, qu'il s'agisse des scientifiques, des "développeurs" ou des populations concernées, plutôt que sur les données "objectives" des situations et des problèmes ou le contenu des politiques. Les questions débattues se réfèrent à trois champs :

- celui des connaissances : des représentants des sciences de la nature et des sciences humaines énoncent les défis que posent pour leur discipline l'approche pluridimensionnelle du développement durable et l'ouverture à l'interdisciplinarité ;
- Celui de la gouvernance : son étude concerne les modes d'intervention sur les conduites individuelles et sociales;
- Celui des dynamiques sociales et des

rapports entre les acteurs : il est illustré par des monographies sur divers thèmes et expériences en Afrique, en Amérique latine et en Belgique.

Cet ouvrage collectif est dirigé par trois enseignants de l'Université catholique de Louvain : Frédéric DEBYUST, sociopolitologue et latino-américaniste, professeur émérite de l'Institut d'Etudes du développement ; Pierre DEFURNY, ingénieur agronome, professeur au Département des Sciences du Milieu et de l'Aménagement du Territoire ; et Hubert GERARD, démographe et sociologue, professeur au Département des Sciences de la Population et du Développement et, durant près de dix ans, directeur national du CIDEP.

A commander :

Aux éditions ACADEMIA-BRUYLANT, Grand'Place, 29, B-1348 Louvain-la-Neuve.

Tél. : +32+10+45 23 95 - Fax. : +32+10+45 44 80

E-mail :

academia.bruylant@skynet.be

Lancement d'AMMA, un programme de recherche international sur la mousson ouest-africaine

Plus de 80 scientifiques africains et européens réunis à Niamey (Niger) du 25 février au 3 mars 2002 ont annoncé la constitution d'AMMA (Analyse Multidisciplinaire de la Mousson Africaine), un programme international d'étude de la mousson ouest-africaine. Proposée par le CNES, le CNRS, l'IRD et Météo-France en concertation avec les organismes africains ACMAD et AGRHMET, il permettra de mieux comprendre les mécanismes de la pluviométrie dans cette région et d'élaborer des prévisions de ressources en eau à court terme.

Le programme AMMA envisage de renforcer durant une dizaine d'années la surveillance climatologique grâce un réseau plus dense de stations de mesures. Cette campagne de mesures sera complétée par plusieurs phases d'observations intensives. Les équipes de recherche et les services opérationnels africains participent à la réflexion sur la mise en œuvre d'AMMA. Ils ont mis l'accent sur les besoins en termes de formation et d'applications : prévision des sécheresses et de leur impact sur les ressources en eau et la sécurité alimentaire, implications dans le domaine de la santé. Un comité de suivi africain a été formé. Il travaillera

en liaison étroite avec le comité de coordination français durant la période de finalisation du projet, qui a déjà reçu le soutien de plusieurs programmes nationaux en France, et mobilise des scientifiques anglais, allemands et américains. Un comité international de pilotage sera prochainement constitué. Le programme AMMA est soutenu en France par le CNES, le CNRS, l'IRD, Météo-France, et en Afrique, par des centres régionaux (ACMAD, AGRHYMET et plusieurs universités). Il se situe dans la ligne des actions préconisées par le Programme Mondial de Recherches sur le Climat (PMRC) et a reçu le soutien du comité CLIVAR-Afrique, formé par le PMRC pour étudier et prévoir la variabilité climatique sur ce continent.

Contacts :

Météo-France : Isabelle Doudelle

Tél. : 01 45 56 71 32 ou 36

Site : www.meteo.fr

IRD : Hélène Deval

Tél. : 01 48 03 75 19

Site :

www.ird.fr/fr/inst/actualites/presse/

Alternatives Sud : L'eau, patrimoine commun de l'humanité

Vol. VIII (2001), n°4 - 310 pages

La problématique de l'eau occupe désormais une place centrale dans les grands débats qui concernent l'avenir de l'humanité. Et pour cause : patrimoine universel, bien commun des peuples, source de vie, l'"or bleu" est plus que jamais en péril. Expression des rapports sociaux injustes qui prévalent entre les nations et à l'intérieur de chacune d'entre elles, les pénuries d'eau ne sont pas des fatalités. La gestion de cette dernière est l'objet de conflits, sa contamination le résultat d'un modèle de développement productiviste et sa privatisation la manifestation de l'emprise du marché et du profit sur les besoins humains. L'accès à l'eau est aussi une question éthique, car il s'agit d'un bien collectif et menacé. Il doit donc être considéré comme un droit fondamental à assurer à l'ensemble de l'humanité.

Pour rappel, les deux numéros précédents : A la recherche d'alternatives. Un autre monde est-il possible ? vol VIII (2001) n°2 - 218 pages Et si l'Afrique refusait le marché ? vol. VIII (2001) n°3 - 283 pages

A paraître bientôt : les multinationales Alternatives Sud - Cahiers Trimestriels Un débat d'idées sur les grands problèmes de société : des analyses

On nous informe

concrètes et des alternatives

Prix au numéro : 13 EUR (20 CHF, 15 USD, 25 CAD), port compris

Abonnement un an (4 n°) : 50 EUR (75 CHF, 50 USD, 85 CAD)

Païement en EUR par mandat international ou sur notre CCP : 000-1306002-91 ou par Carte Visa/ Eurocard/ Master Card en indiquant votre adresse, n° de carte, date de validité et signature avec mention : Alternatives Sud, spécifier l'année et/ou le numéro Correspondants en France, en Suisse, au Canada.

Défis Sud n° 51



Dossier

La Santé : un droit universel

La santé peut-elle être considérée

comme un droit universel ?

Alors qu'à l'Organisation mondiale du Commerce se prépare dans l'ombre une négociation sur l'avenir des services publics et que les pays du Sud sont de plus en plus enfermés par le FMI et la Banque mondiale dans des logiques de démantèlement de leurs timides politiques de santé, les épidémies gagnent chaque jour en importance. Les désastres de la plus médiatisée et l'une des plus meurtrières d'entre elle, le VIH/ Sida, ne doivent faire oublier que c'est l'ensemble des systèmes de santé qui se désagrègent...

Allons-nous pouvoir répondre à l'interpellation d'Eric Goemaere, responsable du programme VIH/Sida de MSF Belgique en Afrique du Sud ? "Les pays riches portent une responsabilité énorme. Si les décideurs ne sont pas capables de mettre les moyens, c'est qu'ils n'ont rien compris". Les questions introduites par le dossier du 51ième numéro de défis Sud sont d'une cruelle et brûlante actualité. Dans ce numéro, Défis sud revient sur l'influence néfaste du trafic du coltan sur la situation de la République démocratique du Congo, sur l'avenir des Indiens de l'ouest de la Bolivie, sur l'insertion des immigrés, en Europe, au Canada et en Algérie.

Des ouvertures sur les musiques du Bénin, de Syrie, de Madagascar, ... des photos sur les femmes maghrébines complètement ce tour d'horizon des mondes du Sud.

Défis Sud, une publication de l'association SOS Faim. Prix : 3_ Rue aux Laines, 4 à 1000 Bruxelles - Belgique - Té. : 00 32 2 511 22 38

E-mail : d.sud@sosfaim.be

Les autres numéros de Défis Sud sont présentés, accompagnés de nombreux articles téléchargeables, sur le site internet : www.defis-sud.info

Réseau Agridoc

Vous êtes un organisme professionnel agricole, une institution d'enseignement technique, un organisme de vulgarisation ou de développement rural, une ONG, un projet de développement; vous avez des besoins en information et documentation sur des sujets touchant à l'agriculture et au développement rural dans son ensemble.

Le réseau Agridoc vous apporte gratuitement un ensemble de produits et services : un bulletin d'information (2 n° par an), une revue thématique (2 n° par an), un service questions réponses, un flash mensuel d'information électronique, un site Web, des fiches techniques et des guides pratiques, une dotation gratuite de documents. Agridoc couvre tous les pays d'Afrique subsaharienne, quelques pays d'Asie du Sud-Est (Vietnam, Cambodge, Laos), des Caraïbes et du pourtour méditerranéen (Algérie, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie).

Vous êtes intéressé(e) : il suffit de nous écrire ou de renvoyer le formulaire d'inscription disponible sur le site Web. Nos coordonnées : Agridoc - 3 rue Gustave Eiffel - 78286 Guyancourt Cedex - France - Mèl : agridoc@bdpa.fr - Site : www.agridoc.com



Offres d'emploi

**FOOD AND AGRICULTURE
ORGANIZATION OF THE UNITED
NATIONS (FAO)**

1) VACANCY ANNOUNCEMENT N°: 682-SAFR

DEADLINE FOR APPLICATION: 16 July 2002

Post number: 0097462

Position Title: POLICY OFFICER

Level (grade): P-4

CGOG code: 1.E.02

Post code: C

Duty station: Harare, ZIMBABWE

Date for entry on duty: As soon as possible

Duration of assignment Fixed-Term: 3 Years

Organizational Unit: Subregional Office for Southern and East Africa

2) VACANCY ANNOUNCEMENT N°: 685-AFH

DEADLINE FOR APPLICATION: 11 July 2002

Post number: 1049038

Position Title: STAFF DEVELOPMENT OFFICER

Level (grade): P-2

CGOG code:

Post code: N*

Duty station: Rome

Date for entry on duty: As soon as possible

Duration of assignment Fixed-Term: Not to exceed 31.12.2003

Organizational Unit: Human Resources Development Service

Human Resources Division

Administration and Finance Department

3) VACANCY ANNOUNCEMENT N°: 686-AGP

DEADLINE FOR APPLICATION: 24 July 2002

Post number: 0078204

Position Title: SENIOR OFFICER (Seed Production)

Level (grade): P-5

CGOG code: 1.H.01.a

Post code: C

Duty station: Rome

Date for entry on duty: As soon as possible

Duration of assignment Fixed-Term : 3 Years

Organizational Unit: Seed and Plant

Genetic Resources Service

Plant Production and Protection Division

Agriculture Department

4) VACANCY ANNOUNCEMENT No.: 688-AGP

DEADLINE FOR APPLICATION: 24 July 2002

Post number: Unidentified

Position Title: AGRICULTURAL OFFICER

(Seed and Plant Genetic Resources Informations)

Level (grade): P-2

CGOG code: 1.H.01.b

Post code: C

Duty station: Rome

Date for entry on duty: As soon as possible

Duration of assignment Fixed-Term: 3 Years

Organizational Unit: Seed and Plant

Genetic Resources Service

Plant Production and Protection Division

Agriculture Department

5) VACANCY ANNOUNCEMENT No.: 683-SAFR

DEADLINE FOR APPLICATION: 16 July 2002

Post number: 0401722

Position Title: POLICY OFFICER

Level (grade): P-4

CGOG code: 1.E.02

Post code: C

Duty station: Harare, ZIMBABWE

Date for entry on duty: As soon as possible

Duration of assignment Fixed-Term: 3 Years

Organizational Unit: Subregional Office for Southern and East Africa

6) VACANCY ANNOUNCEMENT No.: 681-SAPA

DEADLINE FOR APPLICATION: 29 July 2002

Post number: 0733539

Position Title: POLICY OFFICER

Level (grade): P-3

CGOG code: 1.E.02

Post code: C

Duty station: Apia, SAMOA

Date for entry on duty: As soon as possible

Duration of assignment Fixed-Term: 3 Years

Organizational Unit: Subregional Office for the Pacific Islands

APPLICATIONS: (in all cases quote the vacancy announcement number) to:

Chief Policy Coordinating Service

(TCAR) - FAO Via delle Terme di

Caracalla

00100 Rome ITALY -

Fax No. +39 06 57055107

Staff members: Complete 10 copies of form ADM 75.

Other Candidates: Please complete two copies of Personal History Form or send detailed Curriculum Vitae if form not available.

Applicants will be contacted only if they are short-listed. In this connection please note that the selection process may take up to six months for completion.

Note: FAO is a non-smoking environment.

GUIDELINES TO APPLICANTS as on

previous VA's or available on FAO

Internet

<http://www.fao.org/VA/guidel-e.htm>

*Société de recrutement
recherche les profils suivants
pour divers postes dans le
domaine de la coopération au
développement en République
Démocratique du Congo, au
Rwanda, au Burundi et au
Cameroun.*

- Coordinations de projets ONG (Projets dans le domaine de la santé, domaine agricole, micro-crédit, environnement, éducation etc.)
- Médecins et autre personnel médical
- Ingénieurs agronomes, en hydraulique Spécialistes en environnement
- Animateurs, sociologues,
- Spécialistes en micro-crédit, éducation,
- Comptables et personnel administratif

Réponse et CV (en français et en anglais) à envoyer à l'adresse mail : vmbc@caramail.com
VMB Consultants
C/O *Micheline Verhoeven*
Av. Mozart 90
1190 Bruxelles

AQUADEV engage :

Rwanda :
Formation : économiste, orientation bancaire Bac+4 minimum
Expérience : 2 ans en rapport direct avec la fonction
Fonction : Appui à la création et au suivi d'institutions de microfinance : audit financier et organisationnel, formation des organes de gestion et des employés
Statut : coopérant ONG
Contrat : durée déterminée de 1 à 2 ans

Niger :
Formation : économiste, orientation bancaire Bac+4 minimum
Expérience : 2 ans en rapport direct avec la fonction
Fonction : Appui à la création et au suivi d'institutions de microfinance : audit financier et organisationnel, formation des organes de gestion et des employés
Statut : coopérant ONG
Contrat : durée déterminée de 1 à 2 ans

Adresser CV et lettres de motivations à Marina Détriss, rue des Carmélites 151, 1180 Bruxelles
Email : contact@aquadev.org
Tél : 02/347 70 00 Fax : 02/347 00 36

Caritas engage :

Responsable pour le projet "Urgence sanitaire pour les populations de 4 Zones de Santé du Kasai Occidental (RDC)"
Diriger en association avec le Coordonnateur la cellule du projet
Assurer l'acquisition et la distribution dans les CS et HGR des 4 ZS choisies des médicaments, consommables et petits équipements médicaux
Assurer l'organisation et la tenue des séances de formation
Veiller au suivi post-formation
Elaborer le modules de formation
Mener à bien les activités de supervision en y participant lui-même au besoin
Coordonner toutes les activités d'évaluation du projet
Participer aux activités de l'Inspection Médicale Provinciale incluant le projet

Profil :
Etre Docteur en Santé Publique ou être

détenteur d'un diplôme universitaire d'économie de la santé ou d'économiste avec une spécialisation en santé publique
Avoir minimum trois ans d'expérience dans la gestion des projets
Disposer d'une expérience dans les systèmes d'approvisionnement et de distribution de médicaments
Avoir une expérience d'au moins 5 années dans les pays en développement, de préférence en Afrique
Etre capable de travailler en équipe
Posséder de bonnes connaissances informatiques (Traitement de texte, gestionnaire de bases de données) et maîtriser le français
Nous offrons :
Statut d'employé
Logement fourni par CSI
Assurances et Sécurité Sociale prises par CSI
Salaire de 1350 € à 1750 €
Perdiem : 650USD
Billet d'avion
Durée :
Départ imminent et pour une durée de 6 mois
Lieu de travail :
Kananga

Prière d'envoyer une lettre de motivation et un CV à
Stéphanie de Gruben
Service Urgence
Caritas Secours International
Rue de la Charité 43
1210 Bruxelles
Tél : 02 229 35 93
Fax : 02 229 35 95
Email : s.degruben@caritasint.be

Caritas Internationaal Hulpbetoon collaborates with Cordaid for the recruitment of programme advisors

Position & responsibility
The programme advisor reports to the Cordaid representative
General objective of the posting
To assist local NGO's in improving their capacity to identify, plan and implement emergency and rehabilitation projects of good quality to the benefit of vulnerable groups in Afghanistan.
Specific objectives
The programme advisor will:
support Afghan NGO's in the improvement of their management of the Project Cycle for their Caritas Network supported emergency and rehabilitation projects: improved

identification, formulation, implementation and monitoring, reporting and evaluation
Train local NGO's in proposal writing (including logframe), monitoring and improving identification of, and reporting on, impact and effect of their programmes.
Assess the need for technical training: how to calculate return on investment, how to set up local revolving or rotating funds (not necessarily financial - e.g. revolving stock of seeds, etc) and offer or organise specific technical training
Advise partners on sphere standards and how to use them
Demand assessment of needs to include proper assessment (by women) of the needs of women
On request of the Cordaid Representative liaise with various officials and authorities
Other tasks as assigned by the Cordaid Representative
Qualifications
university degree (MA or equivalent) in relevant field;
qualification of a programme adviser with a minimum of 5 years working experience, of which at least 3 years in a developing country in a NGO setting preferably in a post-crisis situation; experienced in working in emergency aid context;
familiarity with the region, preferably Afghanistan, is a plus;
extensive experience with Project cycle management;
good training skills
good communication skills (English);
Knowledge of Pashtu or Dari is an added advantage;
Driving licence;
Available per direct
Contrat information:
The contract period is for 12 months, starting as soon as possible.
Conditions of employment will be according to Dutch regulations. The gross salary for the position varies between 2104_ - and 3349_ - depending on age and experience
Specifics of station:
This is a non-accompanied posting. One programme adviser will be stationed in Kabul, Afghanistan. This adviser will also visit Kandahar and Peshawar. The other two advisers will be stationed in Kandahar. One of the advisers is preferably a women. The staff in Kandahar will also built up the office.

For information please contact
Stephanie de Gruben, Overseas
Personnel Officer or Stefaan Bonte,

Programme officer Afghanistan.
 Tel: +32 2 229 35 93 or +32 2 229 35 94
 Fax: +32 2 229 35 95
 Email: s.degruben@caritasint.be
 Written applications, with extensive CV and names and addresses of three references should be forwarded.
 Address:
 Caritas Internationaal Hupbetoon
 Emergency and Rehabilitation desk
 Liefdadigheidsstraat 43
 1210 Bruxelles
 Belgium

Iles de Paix cherche :

- un Ingénieur Agronome du Génie Rural (H/F)

Fonction :

- Etude technique et conception d'ouvrages de génie rural dans les domaines productifs (irrigation, retenue d'eau, puits, forages, etc.) ou autrement structurants (pistes rurales, infrastructures sociales ou communautaires) ;
- Suivi technique d'études réalisées par des bureaux locaux ;
- Suivi des chantiers ;
- Appui-conseil aux organisations paysannes partenaires sur les aspects techniques et organisationnels des aménagements collectifs agricoles existants ou en étude ;
- Participation générale à d'autres missions techniques de l'antenne régionale de Fada N'Gourma.

Profil :

- Ingénieur agronome du génie rural ;
- Un diplôme complémentaire en économie rurale constitue un atout supplémentaire ;
- Une expérience directement pertinente de minimum trois ans sur le terrain, de préférence en Afrique soudano-sahélienne, est un pré-requis ;
- Intérêt pour les méthodes de recherche paysanne et l'animation rurale ;
- Forte capacité d'analyse, de synthèse, de rédaction et de négociation avec des autorités publiques ou privées ;
- Goût prononcé pour le travail de terrain, notamment avec des organisations paysannes, et pour le travail en équipe.

Conditions :

- Poste basé à Fada n'Gourma, Burkina Faso (225Km de Ouagadougou) avec de fréquents déplacements ;
- Entrée en fonction immédiate ;
- Contrat à durée indéterminée, avec période d'essai de six mois.

Envoyer votre CV et votre lettre de motivation à jobs@ilesdepaix.org ou à Luc Langouche - Les Iles de Paix asbl - 37 Rue du Marché - 4500 Huy (Réf:GRFADA).

- Un/une stagiaire en Secrétariat comptable pour la période octobre-décembre 2002

Objet du stage :

- Assurer le suivi de la trésorerie journalière ;
- Assurer le secrétariat comptable (vérification, classement, encodage) ;
- Contribuer à l'amélioration des contrôles budgétaires et comptes annuels (suivi des immobilisations, tableaux de contrôle des coûts de fonctionnement, etc.).

Profil :

- Graduat (obtenu ou en cours) en comptabilité et expérience en comptabilité générale et analytique ;
- Maîtrise d'outils informatiques de base (traitement de texte, tableur, etc.) ;
- Sens des responsabilités, autonomie, rigueur, organisation ;
- Capacité à se perfectionner ;
- Motivation pour le secteur associatif.

Période et localisation du stage :

D'octobre à décembre 2002, au siège d'Iles de Paix, à Huy.

Les stages ne sont pas rémunérés. Une compensation pour certains frais est toutefois envisagée.

Envoyer votre CV et votre lettre de motivation par Email à martine.hansotte@ilesdepaix.org ou par courrier à Martine Hansotte Les Iles de Paix asbl 37 Rue du Marché 4500 Huy.

ADA - Appui au Développement Autonome recherche :

un gestionnaire de programme pour son bureau à Luxembourg. Le candidat idéal dispose d'une forte expérience en microfinance et d'une capacité de travailler en équipe pour développer les activités de ADA dans le secteur de la microfinance.

Responsabilités :

Définir ensemble avec l'équipe la direction et la stratégie ;
 Représenter et promouvoir ADA auprès des partenaires, donateurs, banques, représentants du gouvernement, organisations de développement et autres partenaires potentiels ;

Assister dans la gestion et la motivation du personnel afin d'accomplir et d'atteindre les objectifs du programme ;
 Analyser et mener des recherches sur des problématiques actuelles en microfinance ;

Organiser des formations en analyse de performance ;

Compétences et expériences requises :
 Licence en économie, comptabilité ou administration, ou expérience équivalente ;

Minimum 5 ans d'expérience professionnelle, dont 3 ans dans le secteur de la microfinance ;
 Intérêt dans les problématiques liées au développement, et plus particulièrement au développement économique des populations pauvres ;
 Grande compétence en matière commerciale, financière et d'audit ;
 Excellentes compétences interpersonnelles et organisationnelles ;
 Solide compétence rédactionnelle ;
 Bonne connaissance en informatique (Microsoft Word, Excel et PowerPoint) ;
 Capacités de travailler en équipe

Les intéressés peuvent envoyer leur lettre de candidature, leur curriculum vitae et quelques extraits de documents produits à :

ADA - Appui au Développement Autonome

15, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte

L-1331 Luxembourg

www.microfinance.lu ou

www.adaceremlux.lu

adaong@pt.lu

La date finale pour soumettre des candidatures est le 21 juin 2002

Pour participer à la diffusion de la pensée du Sud au Nord

Le Centre Tricontinental (CETRI) recherche traducteurs ou correcteurs bénévoles pour traduction (de l'anglais, de l'espagnol ou du portugais vers le français) ou relecture avant édition d'articles de fond d'auteurs du Sud (sociologues, économistes, journalistes...), traitant de problématiques Nord-Sud diverses. Grande maîtrise du français et bonne capacité de rédaction requises. Travail à domicile ou au CETRI selon modalités et rythme à convenir. Centre Tricontinental, Ave Ste Gertrude 5, 1348 Louvain-la-Neuve, 010/45.08.22, cetri@cetri.be

Echos